



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 072 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 5 octobre 2017

—
Président

M. Pat Finnigan

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le jeudi 5 octobre 2017

• (1530)

[Français]

Le président (M. Pat Finnigan (Miramichi—Grand Lake, Lib.)): Bonjour à tous et à toutes.

[Traduction]

Bienvenue à tous au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire et à notre examen de la politique alimentaire.

Nous avons d'autres témoins aujourd'hui.

J'aimerais vous rappeler que nous allons passer aux travaux du Comité 15 minutes avant la fin.

Notre Comité est presque entièrement renouvelé aujourd'hui. M. Shipley, qui faisait anciennement partie de notre Comité, est de retour, en remplacement de M. Berthold, j'imagine. Mme Cheryl Gallant est ici en remplacement de Sylvie Boucher et M. Martin Shields remplace John Barlow. Pareillement, du côté libéral, Peter Fragiskatos remplace Francis Drouin.

Une fois de plus, nous devons terminer 15 minutes avant les 2 heures habituelles, alors je vais probablement enlever 7 minutes et demie à chaque côté, de sorte que tous aient autant de temps.

Nous entendrons, du Conseil des viandes du Canada, M. Christopher White, président et chef des opérations, de même que M. Ron Davidson, vice-président principal. Bienvenue à notre réunion à tous deux.

De l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes, nous entendrons M. Ron Lemaire, président, que nous avons déjà reçu. Bienvenue.

Nous entendrons également, de CropLife Canada, Dennis Prouse, vice-président, Affaires gouvernementales, que nous avons également déjà reçu.

Bienvenue à vous tous.

Nous allons commencer par une déclaration liminaire de sept minutes.

Nous allons commencer par le Conseil des viandes du Canada. M. White, vous avez la parole.

M. Christopher White (président et chef des opérations, Conseil des viandes du Canada): Merci de votre invitation, monsieur le président.

Bon après-midi.

Je m'appelle Christopher White. Je suis président et directeur des opérations du Conseil canadien des viandes et à ma droite, se trouve mon collègue Ron Davidson, vice-président principal, commerce international et affaires publiques.

Je vais commencer par vous dire quelques mots sur le Conseil canadien des viandes, puis je vais passer à mon exposé sur ce que

représente pour nous une politique alimentaire pour le Canada, en fonction des quatre paramètres que vous avez établis.

L'industrie canadienne du conditionnement et de la transformation des viandes représente 28 milliards de dollars de ventes au Canada, 6 milliards de dollars d'exportations, de même que 66 000 emplois, ce qui en fait le plus important employeur du secteur agroalimentaire. Les conditionneurs et les transformateurs de viande se ravitaillent chez les cultivateurs de céréales fourragères et les éleveurs de bétail, soutiennent les économies locales dans toutes les régions du Canada, offrent aux consommateurs une source inégalée de protéines sécuritaires et de haute qualité, de même qu'ils exportent des produits de consommation à forte demande et à valeur ajoutée.

Je vais traiter des quatre thèmes que vous avez énoncés. Je vais commencer par « l'amélioration de l'accès à des aliments abordables ». Selon nous, il y a là deux éléments cruciaux: premièrement, la capacité des éleveurs et des transformateurs à produire de la nourriture et, deuxièmement, la capacité des consommateurs à acheter de la nourriture.

Ces deux objectifs, à notre avis, sont tout à fait distincts. La qualité de la nourriture repose sur une politique-cadre qui permette aux éleveurs et aux transformateurs d'obtenir un retour intéressant sur leur investissement et sur la main-d'oeuvre. Pour avoir des aliments abordables, il faut une politique-cadre qui prévoie l'accessibilité pour un segment de la population qui n'est pas en mesure d'acheter ces aliments à un prix apte à soutenir la production. L'objectif d'offrir des aliments abordables ne devrait pas restreindre la production d'aliments en quantité suffisante.

[Français]

M. Pierre Breton (Shefford, Lib.): Monsieur le président, il y a des gens qui prennent des photos dans la salle alors qu'ils n'ont pas le droit de le faire.

[Traduction]

Le président: Selon le Règlement, il est interdit de prendre des photos dans la salle, alors je vous demanderais de supprimer celles que vous avez prises et de ne plus en prendre.

Merci beaucoup.

• (1535)

[Français]

Excusez-moi, monsieur White. Vous pouvez continuer.

[Traduction]

M. Christopher White: J'espère qu'ils ont pris mon meilleur profil.

Je vais revenir à ce que je disais.

De notre point de vue, l'objectif d'offrir des aliments abordables ne devrait pas restreindre la production d'aliments. Si la quantité d'aliments est insuffisante, l'accessibilité perd sa pertinence.

En ce qui a trait à l'amélioration de la santé et de la salubrité des aliments, la salubrité des aliments constitue sans contredit la priorité de l'industrie canadienne de la viande. De nouvelles technologies d'assainissement, de transformation, d'emballage, de réfrigération et d'analyse en laboratoire contribuent toutes à l'amélioration de la salubrité des aliments.

L'industrie de la viande, comme vous pouvez l'imaginer et comme il est permis de l'espérer, est la plus réglementée et la plus inspectée de toute l'industrie alimentaire. La confiance internationale dans le système canadien de salubrité des aliments nous permet d'exporter dans plus de 100 pays, dont les États-Unis, l'Union européenne et le Japon.

Quant à l'alimentation et à la santé, la plupart des Canadiens consomment des aliments en abondance, mais nombreux sont ceux qui n'obtiennent pas les nutriments dont ils ont besoin pour être en santé. La suralimentation et la malnutrition constituent un paradoxe de plus en plus présent avec lequel il faut vivre.

La viande fait partie du régime alimentaire des humains depuis toujours et l'OMS reconnaît qu'elle constitue un élément important d'une alimentation équilibrée. La viande constitue une source saine d'alimentation, car elle contient de nombreux nutriments sains et essentiels d'une importance critique pour la santé et la vie. Ils incluent les protéines, les minéraux, toutes les vitamines B et la vitamine D dont nous avons besoin. À la différence des plantes, la viande contient tous les acides aminés dont le corps humain a besoin et constitue une source naturelle de vitamine B12.

Les Canadiens consomment en moyenne une quantité de viande rouge compatible avec les recommandations du Guide alimentaire canadien. Cependant, les besoins en protéines varient grandement en fonction de l'âge, du sexe et d'autres facteurs. C'est pourquoi des énoncés génériques comme « mangez moins de viande » sont non seulement bien trop simplistes, mais peuvent également nuire à la santé des personnes.

L'anémie ferriprive, par exemple, est la carence alimentaire la plus courante au Canada et le fer de la viande est plus facilement absorbé et utilisé par le corps humain que le fer trouvé dans les céréales ou les légumes. Alors que la consommation de viande a connu un déclin, l'obésité est devenue une préoccupation croissante. La viande contient beaucoup moins de calories et plus de nutriments que de nombreuses protéines végétales.

De toute évidence, de nombreux Canadiens auraient avantage à manger plus de légumes, de fruits et de céréales et on peut y arriver en consommant moins d'aliments constitués de calories vides. Tandis qu'il y a sous-consommation de fruits, de légumes et de céréales entières, il y a surconsommation de calories discrétionnaires sous forme de sucre et de gras. Bref, les Canadiens n'ont aucunement besoin de modifier la quantité de viande qu'ils consomment, mais tous devraient voir à équilibrer leur régime alimentaire.

Non seulement la production alimentaire contribue-t-elle aux changements climatiques, les changements climatiques rendent également la production alimentaire beaucoup plus difficile. Le défi pour l'humanité est de combler la demande alimentaire mondiale tout en réduisant son empreinte écologique par unité de production alimentaire. La réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'amélioration de la performance environnementale constituent déjà des priorités pour le secteur de l'élevage et de la viande. L'empreinte écologique des secteurs canadiens de l'élevage et de la viande est

déjà parmi les plus basses dans le monde et la chaîne de valeur connaîtra une amélioration continue.

Il serait contre-productif d'imposer des politiques aux secteurs de l'élevage et de la viande qui contraindraient les producteurs et les transformateurs canadiens de façon plus importante que les compétiteurs étrangers. Ce scénario aberrant ferait en sorte de réduire la production de viande au pays tout en augmentant la production de viande dans des pays dont l'empreinte écologique est plus importante.

Quant à l'amélioration de la qualité des aliments, il faut mentionner deux caractéristiques de la société canadienne: la réduction implacable du nombre de fermes et l'urbanisation croissante. Bien que la population canadienne ait augmenté de 400 % depuis 1921, le nombre de fermes canadiennes a régressé de 77 %. En l'absence d'une productivité croissante et d'économies d'échelle, il n'aurait pas été possible, non plus qu'il ne sera possible dans l'avenir, de combler les besoins d'une population croissante ou encore les attentes de la plupart des consommateurs en fait de baisse des prix. Le regroupement des fermes, de même qu'un investissement accru en capitaux et en technologies, continueront d'être stimulés non seulement par le départ à la retraite des exploitants actuels, dont l'âge moyen dépasse les 55 ans, mais également par l'impérieuse nécessité d'augmenter sans cesse la productivité.

Il faut arriver à produire des aliments de grande qualité, non pas en augmentant l'utilisation des terres, de l'eau ou de l'énergie, mais en augmentant la recherche et les mesures incitatives menant à une productivité accrue, à des économies et à une envvergue suffisante pour tous les maillons de la chaîne de valeur. Ceci suppose l'adoption de technologies actuellement sous-utilisées ou encore à découvrir.

Toute politique, tout programme ou toute décision qui réduirait la compétitivité ou limiterait le développement ou l'adoption de nouvelles technologies aura des répercussions négatives sur les consommateurs de même que sur la sécurité alimentaire mondiale, l'environnement et la stabilité du monde.

● (1540)

La compétitivité internationale est une nécessité absolue pour la viabilité et la croissance du secteur canadien de l'élevage et des viandes. Le marché canadien est déjà libre de quotas et de droits de douane pour les importations de porc et c'est de plus en plus le cas pour le boeuf et le veau. Si la production de viande et les prix canadiens n'étaient plus concurrentiels à l'échelle mondiale, notre pays perdrait non seulement ses marchés d'exportation, mais la production pour le marché intérieur s'en trouverait également fragilisée.

Le président: Monsieur White, pouvez-vous terminer votre exposé? Votre temps est presque écoulé.

M. Christopher White: Bien sûr, monsieur le président. Il me reste environ 30 secondes. Merci.

Le Conseil des viandes du Canada appuie l'initiative de créer une politique alimentaire pour le Canada. Cependant, pour que cette initiative soit valable, il est d'une importance capitale que le processus soit fondé sur une représentation équitable de tous les intervenants concernés, incluant les producteurs, les transformateurs, les scientifiques et les consommateurs.

Merci de votre temps.

Le président: Merci beaucoup, monsieur White.

Passons maintenant à M. Lemaire de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes.

M. Ron Lemaire (président, Association canadienne de la distribution de fruits et légumes): Merci, monsieur le président et membres du Comité, de cette invitation à parler d'une politique alimentaire pour le Canada aujourd'hui.

Au Canada, l'industrie des fruits et des légumes frais compte pour près de 16 millions de dollars du PIB, procure un emploi à plus de 181 000 personnes dans tout le pays et joue un rôle important dans la santé des Canadiens. Cette initiative possède l'énorme potentiel de renforcer notre système alimentaire, d'augmenter la consommation d'aliments sains, salubres et nourrissants, afin de garantir un approvisionnement alimentaire viable et intégré pour de nombreuses générations.

Comme vous vous en êtes tous rendu compte pendant les consultations, l'alimentation est un sujet complexe où interagissent des acteurs sociaux, économiques, universitaires et communautaires, qui ont tous exprimé l'importance de leur rôle dans cette nouvelle politique.

J'aimerais mettre l'accent sur trois thèmes généraux que l'ACDFL considère comme essentiels au succès de la politique alimentaire. Ces thèmes sont: une approche intégrée des systèmes alimentaires, tant pour la conception que pour la stratégie; la nécessité de favoriser la santé de la population et la prospérité de l'industrie; l'instauration d'une structure de gouvernance multisectorielle qui représente la chaîne d'approvisionnement alimentaire dans son ensemble, de même que les partenaires du système.

En notre qualité d'industrie alimentaire, nous ne pouvons plus travailler en silos. Notre succès est fondé sur des partenariats intérieurs et internationaux qui favorisent l'innovation et visent la satisfaction des besoins et des demandes des consommateurs. Je recommande vivement au gouvernement de concevoir une politique alimentaire selon une approche de systèmes alimentaires intégrés, qui tienne compte de tous les intervenants engagés dans la production et la livraison de nourriture, incluant les producteurs primaires, les professionnels de la santé, les acteurs sociaux et les autres. Bien que la production primaire soit très importante et constitue la base d'un système de gestion intégrée, nous devons reconnaître l'importance du système dans sa globalité afin de permettre aux Canadiens d'apprécier les fruits de notre travail, si vous permettez le jeu de mots. Un système alimentaire intégré garantit que tous les intervenants connaissent le rôle qu'ils jouent dans la politique alimentaire et la façon dont ils peuvent interagir entre différentes structures et avec une variété de participants dans le système afin d'atteindre des objectifs stratégiques ensemble.

Un élément clé de cette approche systémique pour la politique alimentaire est la reconnaissance que les fruits et les légumes importés sont importants et nécessaires, vu la demande actuelle. Même si les Canadiens continueront d'appuyer les produits locaux et saisonniers, les importations de fruits et de légumes que nous ne pouvons pas produire au Canada ou de produits qui ne sont pas en saison sont essentielles à un système alimentaire intégré, afin de combler les besoins alimentaires des consommateurs. Pour nourrir les Canadiens, une politique alimentaire nationale doit non seulement envisager un modèle alimentaire intégré qui favorise une offre intérieure forte, mais également un modèle qui reconnaisse notre importante dépendance envers les fruits et légumes importés pour combler les besoins en fruits et légumes frais et abordables de nos consommateurs tout au long de l'année.

En terminant, pour adopter l'approche des systèmes alimentaires, il est essentiel que l'industrie, les provinces et les territoires appuient la politique. L'ébauche de politique alimentaire distribuée lors des

consultations a mis en lumière les points communs entre de nombreux enjeux sociaux qui affectent les collectivités et les Canadiens de tout le pays. L'inclusion de ces préoccupations sociales dans la politique alimentaire doit également être soutenue par des politiques provinciales compatibles et une stratégie économique réaliste au niveau fédéral.

À cette fin, toutes les stratégies et recommandations de la politique alimentaire devraient être en phase avec les objectifs de la nouvelle table sectorielle de stratégies économiques pour l'agroalimentaire et avec les objectifs du gouvernement d'augmenter les exportations de produits agroalimentaires à hauteur de 75 milliards de dollars pour 2025. Ces deux derniers éléments appuient le quatrième volet de la politique, qui consiste à cultiver plus d'aliments de grande qualité au Canada.

Si le travail s'effectue en vase clos, on risque, au mieux, de voir des chevauchements ou au pire, de donner lieu à des contradictions. Ensemble, ces politiques pourraient entraîner le secteur agroalimentaire vers une nouvelle ère de croissance et de prospérité.

Je voudrais diriger mon attention vers une priorité essentielle pour nos membres: établir un lien entre la santé de la population et la prospérité de l'industrie. Pour faire court, comment mettre une consommation accrue de fruits et de légumes frais au coeur de cette politique? Selon une étude récente publiée par la *Revue canadienne de santé publique*, les trois quarts des Canadiens ne consomment pas le nombre de portions de fruits et de légumes frais recommandées dans le Guide alimentaire canadien. Cette même étude a révélé que cette faible consommation de fruits et légumes frais chez les Canadiens engendrait un fardeau économique de 4 milliards de dollars par année. Cette étude est sans équivoque: une augmentation de 20 % de la consommation de ceux-ci, soit une portion par jour, nous permettrait de réduire ce fardeau économique d'environ 880 millions de dollars par année sur 5 ans.

À l'heure actuelle, le Canada est le seul pays membre du G7 qui ne possède aucune politique nationale sur la santé ou la nutrition intégrant les fruits et les légumes.

● (1545)

Nous croyons que la création d'une nouvelle politique alimentaire constitue le moment propice pour établir un critère de référence ou une cible pour augmenter la consommation de fruits et de légumes frais. Cette cible engendrerait des bienfaits. L'augmentation de la consommation de fruits et de légumes frais est bonne pour la santé des Canadiens et entraîne des effets positifs importants pour l'économie canadienne et l'agriculture.

Bien que cet objectif de consommation soit ambitieux, il ferait en sorte de répondre à de nombreuses préoccupations transsectorielles d'ordre social et sanitaire chez les Canadiens. C'est pourquoi notre industrie reconnaît que l'accès à des fruits et à des légumes frais varie d'une région à l'autre du pays et d'une collectivité à l'autre, les localités éloignées dont le climat est rigoureux étant les plus désavantagées. En tant qu'industrie, nous nous engageons à travailler de pair avec le gouvernement, la société civile et les universités pour tenter de résoudre le problème de l'amélioration de l'accès, tant matériel qu'économique, aux fruits et aux légumes frais dans ces localités.

De plus, en guise de soutien supplémentaire, nous avons communiqué notre intérêt pour faire partie du nouveau groupe de travail du gouvernement sur le développement du secteur alimentaire dans les territoires, selon l'énoncé du récent Accord de libre-échange canadien.

Finalement, j'aimerais aborder le thème de la gouvernance de cette nouvelle politique alimentaire. L'ACDFL travaille de concert avec d'autres intervenants dans l'industrie, dans la société civile et dans les universités pour voir comment cette politique peut être appliquée. Nous proposons que le gouvernement établisse un nouveau conseil permanent pour la politique alimentaire nationale, qui comprenne des intervenants de chacun des groupes que je viens de mentionner, de même que des représentants gouvernementaux. De plus, on doit adopter une approche pangouvernementale pour la gouvernance et la mise en oeuvre, avec un secrétariat central pour appuyer le conseil, mesurer le succès et aider à coordonner les services dans tout l'appareil gouvernemental. Le succès de cette politique sera directement lié aux stratégies d'implantation — ou à leur absence.

Une fois de plus, j'aimerais remercier le Comité de m'avoir invité aujourd'hui pour discuter de cette initiative. Je serais ravi de répondre aux questions durant la période réservée à cette fin.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Lemaire.

À présent, de CropLife Canada, nous entendrons Dennis Prouse pendant sept minutes.

M. Dennis Prouse (vice-président, Affaires gouvernementales, CropLife Canada): Merci, monsieur le président.

De la part de CropLife Canada et de nos sociétés membres, je suis ravi de cette invitation à témoigner aujourd'hui.

CropLife Canada est une association commerciale qui représente les fabricants, les concepteurs et les distributeurs de produits d'innovation phytologique, incluant des produits antiparasitaires et des produits de sélection végétale modernes, dans des contextes agricoles, urbains et de santé publique. Notre mission est de permettre à l'industrie phytologique d'amener les avantages de ses technologies aux agriculteurs et au public. Ces avantages se manifestent de différentes façons, notamment en favorisant les exportations agricoles, en créant des emplois, en renforçant l'économie rurale, en augmentant les recettes fiscales des gouvernements, en améliorant la viabilité environnementale et en optimisant l'accès des Canadiens à des aliments sécuritaires et abordables.

Nous sommes d'avis que toute discussion sur la politique alimentaire du Canada devrait inclure l'agriculture. Après tout, l'agriculture est l'industrie responsable de la production des aliments et le Canada s'est bâti la réputation de produire des aliments parmi les plus sains et de la plus grande qualité dans le monde. Pour poursuivre sur la même lancée, une politique alimentaire nationale doit favoriser la prise de décisions fondées sur des faits au sujet des aliments et de l'agriculture en permettant l'innovation. Ceci contribuera à dynamiser l'économie canadienne et à consolider la position du Canada en tant que leader mondial de la production d'aliments de grande qualité.

Historiquement, les fermiers canadiens ont toujours compté parmi les premiers utilisateurs de technologies nouvelles. Cela en a fait des leaders dans la production d'aliments sécuritaires, abordables et durables pour les consommateurs canadiens et dans le monde. Les produits antiparasitaires et les cultures issues de la biotechnologie ont joué un rôle important dans l'augmentation durable de la production agricole au Canada, tout en respectant les rigoureuses normes de sécurité que nous avons établies dans ce pays. Ces avancées ont permis des bénéfices économiques, la protection de l'environnement et des économies pour les consommateurs. À titre d'exemple, les technologies phytologiques à elles seules contribuent au PIB canadien à hauteur de 9,8 milliards de dollars chaque année. Ces technologies ont également permis aux cultivateurs d'être plus

productifs sur les terres agricoles existantes. En fait, sans les cultures biotechnologiques, les agriculteurs canadiens devraient cultiver 50 % plus de terre pour produire ce qu'ils produisent aujourd'hui. Ce serait catastrophique pour la biodiversité au Canada.

Les consommateurs bénéficient de ces technologies eux aussi. Sans les technologies phytologiques, les Canadiens paieraient environ 55 % de plus en moyenne pour leur nourriture. Cela équivaut à environ 4 400 \$ par famille annuellement. Grâce à l'agriculture moderne, les Canadiens profitent actuellement d'un meilleur accès à des aliments nourrissants, abordables et abondants, et ce, plus qu'à toute autre époque de leur histoire. Il est important que la stratégie alimentaire canadienne permette que ceci se poursuive.

Nous croyons que cette consultation du gouvernement du Canada sur la politique alimentaire est particulièrement opportune à la lumière du récent rapport du Conseil consultatif en matière de croissance économique. Une stratégie nationale sur l'alimentation peut et devrait servir à appuyer certaines des recommandations du Conseil. Son rapport met en évidence le potentiel de croissance du secteur agroalimentaire dans l'économie canadienne. Ce rapport mentionne que la production agricole canadienne excède de beaucoup les besoins de sa population. C'est là l'occasion de devenir une source encore plus importante d'aliments de grande qualité pour les classes moyennes en croissance dans le monde, tout en continuant à offrir à notre population intérieure des aliments abordables, nourrissants et sains.

Selon le rapport Barton, l'innovation serait déterminante pour exploiter le potentiel de l'agriculture. Le Canada n'est pas le seul pays à miser sur l'innovation en agriculture, cependant. Au fur et à mesure que d'autres s'adonnent à l'analyse de données, à l'automatisation et à la génomique, le Canada doit agir promptement ou risquer de ne plus être dans la course.

Le rapport Barton soulève plusieurs obstacles au succès du secteur agroalimentaire canadien, dont le défi de trouver un moyen d'augmenter la productivité. Il faut continuer d'adopter de nouvelles technologies en agriculture, comme les produits antiparasitaires et la sélection végétale moderne pour augmenter la productivité.

Un autre obstacle important soulevé dans le rapport est le besoin d'étendre la capacité commerciale du Canada. Le Canada ne dispose pas d'accords commerciaux préférentiels dans plusieurs marchés à fort potentiel. Sans l'accès à ces marchés, le Canada ne peut pas mettre à profit l'un de ses principaux avantages concurrentiels: son imposant territoire agricole. Une politique alimentaire nationale peut aider à positionner le Canada afin qu'il atteigne les cibles d'exportation énoncées dans le budget de 2017 et dans le rapport du Conseil consultatif en matière de croissance économique pour l'agriculture et l'agroalimentaire.

Au chapitre de agriculture et de l'alimentation, le Canada est respecté dans le monde entier pour son système de réglementation fondé sur des données scientifiques. Il faut continuer de soutenir une réglementation fondée sur des données scientifiques et saisir les occasions de réaliser des économies et de simplifier la réglementation, lorsque c'est possible, afin de favoriser l'innovation et une plus grande compétitivité. Comme vous le verrez dans notre mémoire, il y a plusieurs façons de moderniser et de simplifier la réglementation, de façon à encourager l'innovation tout en protégeant la santé et la sécurité humaines.

•(1550)

Il est aussi absolument essentiel qu'une politique alimentaire nationale empêche toute tentative visant à favoriser certaines niches au détriment des systèmes de production agricole novateurs et durables qui fournissent la majeure partie des aliments sains, de haute qualité et abordables dont jouissent les Canadiens. Ce sont justement ces systèmes qui contribuent à stimuler nos exportations agricoles et notre économie.

En conclusion, monsieur le président, une politique alimentaire nationale devrait s'appuyer sur nos réalisations et reconnaître nos acquis. Les percées technologiques, notamment dans le domaine de la protection des cultures et de la biotechnologie végétale, ont contribué à créer un système de production agricole plus durable que jamais. L'adoption de la technologie par les agriculteurs canadiens a également stimulé la production alimentaire et, par conséquent, la croissance économique partout au pays, tout en permettant d'offrir aux Canadiens des aliments parmi les moins chers et les plus sûrs au monde.

Je vous remercie de nous avoir accordé du temps et je ne demande qu'à répondre à vos questions.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Prouse.

Nous commençons notre série de questions par M. Shipley, pour six minutes.

M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Merci beaucoup.

Je vous remercie tous d'être venus témoigner sur le sujet qui nous occupe. Je ne suis plus membre de ce comité, mais la question nous est tombée dessus juste avant d'interrompre nos travaux pour l'été. Il fallait en plus tenir compte des recommandations du Guide alimentaire canadien, car elles sont déterminantes pour l'orientation de notre politique alimentaire nationale.

Ensuite, bien sûr, il y a eu le coup asséné à ce qu'on appelait, dans la lettre de mandat du ministre, « renforcer notre classe moyenne », c'est-à-dire nos agriculteurs, et un coup direct contre nos gens d'affaires. Comme s'il n'était pas déjà assez difficile de léguer une ferme à ses proches, une nouvelle taxe est venue s'y ajouter.

Je me demande si vous pouvez tous répondre à cela. Êtes-vous au courant de l'échéancier des consultations?

Non? Eh bien, moi non plus, alors peut-être que mes amis libéraux voudront bien nous instruire, car ils nous ont accordé 75 jours de consultation pour la refonte majeure d'un régime fiscal qui touche toutes les petites entreprises du pays. Nous avons maintenant affaire à une politique alimentaire nationale. Je ne sais pas à qui poser la question parmi vous, mais voici: savez-vous si les provinces et les municipalités y ont participé? Avez-vous eu vent de quelque chose dans le cadre des contacts que maintiennent vos associations respectives?

Ron.

•(1555)

M. Ron Lemaire: À en croire les provinces que nous avons consultées, elles surveillent de près le contenu et l'évolution de la politique. C'est la grande question que tout le monde se pose: en quoi consiste la politique? Nous voyons bien les divers éléments et nous savons que les décisions compteront énormément pour le soutien du secteur agricole et de nombreux autres secteurs à l'échelle du pays, mais il s'agirait de savoir comment ces éléments seront encadrés. Et pour en revenir à votre question, comment peuvent-ils être encadrés

en bonne et due forme dans les délais serrés dans lesquels nous travaillons? Nous nous efforçons de fournir toutes nos informations à temps en pensant que quelque chose devrait se matérialiser au gouvernement en décembre. Dans l'industrie des fruits et légumes, il paraît que nous pourrions voir certains résultats en 2018. Je ne sais pas lesquels, mais les délais sont très serrés.

M. Bev Shipley: Monsieur le président, en toute franchise, ce qui m'inquiète c'est que, plus loin dans la lettre de mandat, il est question de vouloir « relever la barre en matière d'ouverture et de transparence ». Or, cet engagement n'a pas très bien fonctionné pour la question fiscale, et c'est un aspect important pour mon industrie, pour votre industrie et pour tous ceux qui sont autour de cette table. Si nous adoptons le même genre d'ouverture et de transparence, je crains que les consultations ne se déroulent à huis clos et que celles qui se font ouvertement...

Lors d'une réunion, de nombreux participants m'ont appris qu'ils ne savaient pas ce que cela signifiait, mais que tout semblait indiquer qu'on n'accordait aucun mérite à ce qu'ils faisaient sur le plan environnemental. Je n'ai vu aucune mention de ce que nous faisons déjà, ce qui laisse l'impression que nous devrions nous y prendre beaucoup mieux pour obtenir des aliments plus sûrs. Nos produits alimentaires sont parmi les plus sûrs. S'agissant d'exportations, il faut savoir que nous ne pouvons pas consommer tout ce que nous produisons et que nous exportons tout ce qui n'est pas consommé, que ce soit par nous ou par notre bétail.

Pouvez-vous me dire quelle est l'importance du marché d'exportation de protéines, en particulier dans le domaine de l'élevage? Je sais que nous avons parlé des légumes et des fruits, mais je parle...

Permettez-moi de me limiter à l'élevage, car le guide alimentaire s'en prend directement à cela. Quelle est l'importance des exportations canadiennes de protéines?

M. Christopher White: Je vais laisser Ron dire un mot, car c'est lui qui est en charge de cela pour notre bureau, mais la question est franchement essentielle, d'autant plus dans le contexte des négociations entourant l'ALENA et tout marché d'exportation et compte tenu de l'annulation du PTP. Comme nous produisons plus que ce que nous pouvons consommer, il va de soi que nous cherchons toujours de nouveaux marchés, d'où notre inquiétude.

Cela dit, nous recevons des signaux assez positifs de la part du ministre Champagne qui affirme être prêt à négocier un genre d'accord de libre-échange avec le Japon. On se tourne vers la Chine. On étudie des marchés vers lesquels le Canada a toujours exporté, mais en moindre mesure en raison des avantages de l'ALENA. Mais comme il suffit d'un gazouillis de rien du tout pour qu'un ALENA bien portant change du jour au lendemain, c'est très difficile. Il est vraiment avisé de la part de l'industrie de s'assurer d'avoir d'autres marchés.

Pendant ce temps, la semaine prochaine, par exemple, certains d'entre nous devons nous rendre en Allemagne et ailleurs dans l'Union européenne avec le ministre MacAulay. Il va en Italie. Nous examinons d'autres marchés que nous pourrions exploiter, mais il va de soi que tout ce que le gouvernement peut faire pour ouvrir les marchés au Japon, en particulier, et en Chine, parce que les Américains sont déjà là, serait très bénéfique. Avec l'effondrement du PTP, c'est tout un défi pour nous.

M. Bev Shipley: Je crois que mon temps est écoulé.

Le président: Il vous reste 20 secondes.

M. Bev Shipley: Je les cède à mes collègues d'en face pour qu'ils aient leur mot à dire.

Le président: Merci, monsieur Shipley.

Merci, monsieur White.

[Français]

Nous allons maintenant entendre M. Breton pour une durée de six minutes.

M. Pierre Breton: Merci beaucoup, monsieur le président.

Messieurs, merci d'être ici aujourd'hui. Nous sommes très fiers de compter sur des collaborateurs comme vous et vos organisations pour nous aider à présenter la politique alimentaire au Parlement.

L'un des grands thèmes de la politique alimentaire est l'amélioration de l'accès à des aliments abordables, et je sais que vous travaillez toujours très fort auprès de vos différentes associations pour vous assurer d'offrir cet accès aux consommateurs. Même si l'on sait que les aliments sont l'un des éléments qui représentent un grand fardeau pour les familles, il n'en reste pas moins que l'on doit s'assurer, tous les jours, de produire des aliments abordables et, surtout, de les offrir aux consommateurs.

Pourriez-vous nous dire, chacun à votre tour, comment cette politique pourrait garantir des aliments nutritifs et abordables à l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens?

• (1600)

[Traduction]

M. Dennis Prouse: J'imagine que l'une de nos questions permanentes est la suivante: dans quelle mesure s'agit-il d'une politique agricole plutôt que d'une politique sociale? Or, il est manifeste que chacun devra trancher pour lui-même. Il est évident que nous ne pouvons pas parler de politique sociale; c'est de politique agricole que nous pouvons parler. Le résultat le plus important que nous aimerions obtenir de la politique, c'est de pouvoir maintenir un secteur alimentaire compétitif et novateur afin que les agriculteurs canadiens puissent continuer à faire ce qu'ils font de mieux, c'est-à-dire améliorer la productivité. Nous avons tout cela maintenant. Nous devons juste être en mesure de poursuivre dans la même veine.

Il y a d'autres questions de politique sociale à poser, ce qui constituera un défi à l'heure de formuler cette politique. Quelle est la partie purement agricole de cette politique par rapport à sa partie sociale? Je pense qu'il s'agit de deux questions tout à fait distinctes.

M. Ron Lemaire: C'est une très bonne question. Je suis heureux que vous l'ayez posée, car nous avons clairement insisté sur le processus et le mécanisme de consultation pour que les auteurs de la politique soient parfaitement conscients que la discussion ne devait pas porter sur le prix des aliments, qu'ils soient dispendieux ou abordables, mais sur la manière de faire en sorte que les gens aient les moyens de les acheter.

C'est une nuance très différente. Nous cultivons et vendons la nourriture la moins chère et la plus économique au monde. Nos aliments sont abordables et nous ne pouvons pas nous aventurer dans une voie inconnue et remettre leur prix en question, car personne n'en sortirait gagnant. Les producteurs ne peuvent pas se permettre de cultiver des denrées à un prix encore plus bas qu'ils ne le font aujourd'hui.

Il y a une raison pour laquelle nos stratégies d'exportation réussissent si bien: nos producteurs font plus d'argent en exportant leurs denrées. Nous tâchons ici d'examiner les stratégies d'exportation et nous nous demandons comment élaborer une stratégie

nationale qui tienne. La politique alimentaire pourrait y arriver mais, ce faisant, comme l'a rappelé mon collègue Dennis, comment pourrions-nous conjuguer et relier les politiques sociales et agricoles?

La politique alimentaire le pourrait, à condition d'être formulée de la bonne manière, car le volet social souhaite trouver des solutions et travailler avec l'industrie agricole. Il s'agit seulement de savoir comment s'y prendre, et c'est ce que nous apprenons à faire. La clé, c'est de déterminer comment stimuler la connectivité pour permettre aux Canadiens de se procurer de la nourriture et aux agriculteurs de cultiver des denrées avec la bonne technologie, les bons outils et les bonnes mesures économiques pour demeurer concurrentiels à l'échelle nationale et internationale.

[Français]

M. Pierre Breton: Merci, monsieur Lemaire.

Monsieur White, avez-vous des commentaires à ajouter?

[Traduction]

M. Christopher White: Bien que les entreprises de conditionnement et les transformateurs ne soient pas des producteurs, ils ont leur place dans le continuum de la chaîne alimentaire. L'un des défis de l'industrie est de savoir comment travailler de manière plus efficace et efficiente.

Je suis tout nouveau dans l'industrie. Je suis ici depuis seulement cinq mois et je viens d'un milieu qui n'a rien à voir avec ce secteur. Je suis donc très frappé de constater à quel point l'industrie est intégrée, mais aussi à quel point elle est fragmentée. Je vais vous donner un exemple. Nous avons tenu une réunion plus tôt cette année, alors que je venais d'arriver, avec Paul Glover, le chef de l'ACIA. Il s'est dit heureux de nous rencontrer, disant qu'il avait reçu essentiellement le même message de six autres associations commerciales, mais avec de très légères nuances.

Quant à votre question, ce que l'industrie doit faire, en gros, c'est d'être moins fragmentée. On entend toujours les gens dire qu'ils veulent être plus intégrés, qu'ils doivent être plus intégrés, mais pour vous dire franchement, tout cela ne semble être que du charabia, surtout pour quelqu'un de nouveau dans l'industrie, comme moi. (ici) Dans le secteur que je représente, par exemple, malgré un certain regroupement, il suffit de constater le nombre d'associations commerciales à Ottawa qui défendent une même cause pour s'apercevoir qu'elles sont pratiquement sur la même longueur d'onde.

Si jamais vous vous réunissiez pour imiter l'exemple des Américains quand ils ont établi l'Institut nord-américain de la viande, ce serait beaucoup plus efficace, plus déterminant et plus précis que de laisser la parole aux décideurs pour dire: « Voilà vers quoi se dirige l'industrie et voilà ce dont nous avons besoin du gouvernement », au lieu d'écouter un peu ce que nous avons à dire, nous, Ron, Dennis et tous les autres témoins que vous avez entendus. C'est un véritable défi.

Ce qui serait très bénéfique, c'est que le gouvernement, en particulier Agriculture et Agroalimentaire Canada, puisse apporter plus de précision, par opposition à ces approches thématiques très vastes, en restreindre la portée et s'assurer qu'il y ait un élément économique très clair, sans pour autant diminuer l'importance économique de ce que nous essayons de faire du point de vue des exportations.

•(1605)

[Français]

M. Pierre Breton: Est-ce qu'il reste suffisamment de temps pour que M. Davidson réponde à la question?

Le président: Il vous reste cinq secondes.

M. Pierre Breton: Vous aurez peut-être une autre occasion de répondre, monsieur Davidson, si un autre collègue se montre généreux.

Le président: Merci, monsieur Breton.

[Traduction]

Merci, monsieur White.

[Français]

Madame Brosseau, vous avez la parole pour six minutes.

[Traduction]

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier les témoins d'avoir participé à cette étude du Comité et aux consultations sur la politique alimentaire.

Le Canada produit des aliments de toute première qualité et d'autres pays en veulent une partie. Nous avons un système alimentaire sûr, quitte à rappeler que beaucoup de gens vivent dans l'insécurité alimentaire. Quelque 900 000 personnes utilisent les banques alimentaires chaque mois. Ces banques alimentaires ont été créées pour subvenir aux besoins les plus pressants. À chaque rencontre avec des groupes ou des banques alimentaires de ma communauté, j'apprends que ces banques sont de plus en plus utilisées chaque année. Les clients changent un peu; il s'agit tantôt de personnes âgées; tantôt de jeunes familles; ou encore de travailleurs pauvres ou en situation précaire.

Nous avons parlé de politique sociale et de politique agricole, et nous avons maintenant un groupe d'experts agricoles. Comme vous l'avez dit, monsieur Lemaire, je pense que le gouvernement doit veiller à ce que les gens aient les moyens de se procurer de la nourriture. Les agriculteurs travaillent fort et ils luttent parfois pour joindre les deux bouts. Nous devons veiller à ce que les Canadiens puissent payer leur nourriture. Si on songe au salaire minimum de 15 \$ l'heure ou au revenu de base... Il y a d'autres mesures que le gouvernement doit prendre pour réduire la pauvreté au Canada.

Je m'en voudrais de ne pas évoquer la Loi américaine sur les denrées agricoles périssables, la PACA. J'en parle souvent au sein du Comité. Je sais que Bev était là quand on en discutait régulièrement. Nous faisons partie du Comité depuis quelques années.

La PACA est toujours... Qui sait où elle en est? C'est quelque chose que nous avons soulevé plusieurs fois au Comité. Nous avons eu de nombreuses réunions et il y a eu des études à ce sujet. Je pense que tous les partis étaient d'accord et ont fait des promesses pendant la campagne électorale. Je sais que les choses changent une fois au gouvernement, mais deux ans se sont écoulés depuis. J'avoue que je me sens frustré, d'autant plus que nous renégocions l'ALENA. Nous savons qu'avec Trump, tout peut changer avec un simple gazouillis. Faut-il croire à ses propos ou ne pas y croire?

Monsieur Lemaire, pourriez-vous nous parler de l'importance de la PACA comme outil, surtout à l'heure actuelle? J'aimerais avoir vos commentaires sur cette loi, s'il vous plaît.

M. Ron Lemaire: Je vous remercie. La PACA demeure l'une des deux questions principales que nous étudions: tantôt elle occupe la première place, tantôt la deuxième dans notre secteur. C'est un outil

perdu, surtout lorsque nous examinons comment élargir et développer nos échanges. Notre partenaire commercial numéro un étant les États-Unis, l'accès privilégié que nous avons eu à cet outil de négociation nous a donné une longueur d'avance sur le reste du monde. Sans lui, nous sommes en compétition au même titre que tous les autres pays, et c'est un défi. Nous connaissons des agriculteurs qui vendent leurs denrées aux États-Unis sans recevoir 100 % du paiement parce qu'ils se voient privés de l'accès préférentiel qu'ils avaient par le passé avec l'outil PACA.

Nous travaillons avec Innovation, Sciences et Développement économique, où le dossier est actuellement à l'étude à ce que nous sachions. Le ministre Bains d'ISDE a le pouvoir et l'autorité d'examiner cette question et de déterminer la meilleure façon d'aller de l'avant. La proposition reste la même: un projet de loi autonome pour traiter cet outil sans frais pour les Canadiens, et un fonds important pour s'assurer que les agriculteurs soient payés lorsqu'ils vendent leur produit ici, au Canada, en cas de faillite, et qu'ils puissent avoir accès à l'outil aux États-Unis lorsque cette protection contre la faillite est activée ici, au Canada. Ce mécanisme demeure nécessaire pour pouvoir avancer. Créer l'outil contre la faillite ici, c'est récupérer l'accès à l'outil américain.

Dans le cadre de l'ALENA, nous nous attendions à ce que les États-Unis fassent avancer les choses, mais il y a tellement de changements et d'allées et venues autour des négociations que nous n'avons encore rien entendu. Je ne voudrais pas que le processus de négociation de l'ALENA soit la seule solution pour retrouver l'accès à la PACA. La balle est dans notre camp, au Canada. C'est ici que nous devons créer une protection contre la faillite pour les agriculteurs et les producteurs de fruits et de légumes frais et leur fournir des outils afin qu'ils puissent avoir accès à une forme de protection en cas de faillite.

À l'heure actuelle, nous voyons circuler des informations peu fiables chez ISDE et nous nous efforçons de les rectifier afin de pouvoir présenter les bonnes décisions et la bonne information au ministre.

•(1610)

Mme Ruth Ellen Brosseau: J'espère que tout sera clarifié et que nous verrons une loi bientôt. Je sais qu'il faut parfois beaucoup de temps pour passer aux actes concrets en politique, surtout quand on est dans l'opposition ou dans un troisième parti. J'ai bon espoir et je pense que tous les membres du Comité seront d'accord. Nous avons écrit des lettres au ministre de l'Agriculture ainsi qu'au ministre de l'Innovation, mais elles sont malheureusement restées sans réponse. Nous en parlerons peut-être dans nos 15 minutes à la fin de la séance d'aujourd'hui.

Messieurs White et Davidson, les entreprises Atrahan et Aliments se trouvent dans ma circonscription. Elles ont fait des investissements. Actuellement, nous abattons et transformons un million de porcs par an, et en 2020, ce sera deux millions. Une question soulevée assez souvent se rapporte à la difficulté de trouver la main-d'oeuvre nécessaire. Pouvez-vous parler de certaines solutions? J'aimerais avoir votre avis là-dessus.

Je sais que partout ailleurs au Canada, la capacité d'abattage est un problème. Parfois, la distance que ces animaux doivent parcourir est assez longue. Pouvez-vous parler de la capacité d'abattage et de transformation du Canada? Ces accords commerciaux sont excellents, mais nous avons-nous l'infrastructure nécessaire?

Le président: Merci, madame Brosseau. C'est tout le temps que nous avions, malheureusement. Vous aviez une question, alors quelqu'un voudra peut-être vous répondre.

Nous passons à M. Longfield pour six minutes.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Merci, monsieur le président, et merci à tous d'être venus nous aider dans les consultations au sein du Comité et ses travaux sur les quatre piliers et tout autre aspect qui pourrait être en train de nous échapper.

Je veux commencer par le Conseil des viandes du Canada. J'ai récemment visité Cargill à Guelph et j'ai parlé des lacunes à combler pour les aider avec le premier pilier — produire des aliments adéquats non seulement pour le Canada, mais aussi pour le reste du monde. Il a été question de la pénurie de bouchers. Quand nous examinons notre soutien à la classe moyenne et aux emplois que nous essayons de créer et de soutenir dans la classe moyenne, nous avons vraiment beaucoup de mal à pourvoir des postes de boucher ou autres métiers dans l'industrie de la viande.

S'il s'agit d'adopter une approche pangouvernementale, l'éducation et l'intégration des personnes à des postes qualifiés doivent en faire partie intégrante. Avez-vous des commentaires du Conseil des viandes sur l'à-propos et les moyens d'inclure la main-d'oeuvre dans un débat sur la politique alimentaire?

M. Christopher White: Oui, je demanderai aussi à Ron de prendre la parole, parce qu'il pourra répondre à une partie de votre question.

C'est un énorme problème qui n'est pas l'apanage du Canada. C'est un gros problème aux États-Unis également. Cela étant, nous sommes encouragés par nos discussions avec le gouvernement, car nous constatons que le problème est de plus en plus reconnu, d'une part, et qu'il souhaite parvenir au plein emploi et à une pleine capacité de production parce qu'il reconnaît l'importance de cette chaîne alimentaire. D'un autre côté, je pense que le gouvernement a commencé à prendre conscience que certaines politiques existantes, surtout celles relatives au visa des travailleurs temporaires étrangers sont des obstacles. Le gouvernement a commencé à consulter l'industrie à ce sujet.

Ron a dirigé ces discussions au nom du Conseil des viandes, mais c'est un problème et pour avoir visité deux ou trois abattoirs — j'ai commencé à travailler à l'usine d'Olymel —, je peux dire que le travail est remarquable. C'est un travail très physique, très exigeant et les entreprises n'investissent pas dans les travailleurs qu'au niveau de l'usine, mais aussi dans la formation en langue anglaise et dans la réinjection des familles. Plus ces travailleurs restent longtemps à l'usine, plus ils investissent dans leurs circonscriptions. Il en ressort un avantage net pour l'économie canadienne.

Ron, tu voulais intervenir?

M. Ron Davidson (vice-président principal, Conseil des viandes du Canada): Oui. Avant de recevoir l'invitation pour cette réunion, j'étais à Montréal, en discussion avec Asta, Olymel et les autres acteurs de l'industrie québécoise. Nous sommes déjà allés à Mississauga, à Calgary et nous allons avoir d'autres réunions à Winnipeg, si bien que nous travaillons sur cette question depuis mars 2013, environ, parce que nous ne voulons rien laisser au hasard afin d'essayer de trouver des Canadiens qui veulent faire le travail.

J'ai parlé avec beaucoup de gens pour constater que notre principal problème tient au fait que la plupart de ces emplois, dans les abattoirs, se situent dans des régions rurales du Canada. On ne trouve plus beaucoup de jeunes issus du milieu agricole et nous n'avons plus accès à des immigrants qui n'ont pas fait d'études collégiales, comme on en trouvait jusque dans les années 2000. Ces deux grandes sources se sont taries. Nous nous devons de trouver une nouvelle source, celle des travailleurs étrangers temporaires.

Pendant des années, j'estime que nous avons administré le meilleur programme d'accès à la résidence permanente au Canada, dans le cadre duquel étaient offerts des services de formation linguistique et d'établissement. Une fois la résidence permanente acquise, les personnes concernées pouvaient avoir un emploi et acquérir une compétence qui était constamment en demande au sein de leurs collectivités, et elles parlaient l'une des deux langues du pays. Eh bien, cela est devenu très difficile depuis deux ou trois ans, et dans 15 établissements aujourd'hui, nous comptons 1 500 postes vacants à pourvoir, y compris à Asta et à Olymel.

Cela affecte non seulement les 1 500 emplois dans les usines, mais aussi tous les autres emplois dans l'économie découlant du travail d'un boucher sur la ligne. Nous avons discuté pendant quatre ans sur le fait qu'il fallait reconnaître que les qualifications de dépeceur et de boucher correspondait à des emplois semi-spécialisés et en demande — ce ne sont pas des personnes non qualifiées, car si vous avez déjà visité un abattoir, vous aurez constaté que c'est loin d'être le cas — en vertu du programme de l'IRCC d'entrée accélérée...

●(1615)

M. Lloyd Longfield: Oui.

M. Ron Davidson: ... l'autre choix étant de recruter par le biais du programme des travailleurs étrangers temporaires, avec une passerelle vers la résidence permanente.

M. Lloyd Longfield: D'accord.

M. Ron Davidson: C'est tout l'objet de ces discussions. Voilà les deux solutions que nous avons sur la table.

M. Lloyd Longfield: Merci. Je suis heureux d'avoir posé la question.

Cargill avait embauché un groupe d'immigrants qui venaient juste d'arriver dans le cadre d'un nouveau programme que nous avons lancé en juin, et ces personnes suivent une formation linguistique. J'espère que nous allons parler de cela dans le cadre de notre politique alimentaire.

Cette question s'adresse peut-être à Dennis, de CropLife. Quand on songe aux autres volets de l'éducation, pourquoi ne pas chercher à éduquer les gens des régions urbaines au sujet de la production agricole et de la nécessité de faire comme le fait CropLife et vos membres en matière de sensibilisation des régions urbaines et rurales, si cela devait faire partie de notre politique alimentaire?

M. Dennis Prouse: Oui, et c'est l'un de nos grands objectifs depuis quelques années. Il y a quelques années, nous avons reconnu que l'industrie avait pris du retard à cet égard. Nous n'avions pas suffisamment fait de travail d'éducation de la population et de communication avec elle.

Nous ne pouvons plus compter sur autant de jeunes issus du milieu agricole. Ce n'est pas la direction qu'a pris notre économie, alors il nous faut mieux communiquer. Désormais, nous misons l'enseignement des questions agricoles en classe. Nous travaillons auprès de l'industrie agroalimentaire. Ce sont là les gens avec qui nous avons établi des liens directs. Ils font du bon boulot. Nous utilisons les meilleurs outils possibles. Nous sommes présents sur YouTube et sur Twitter. Nous sommes présents sur les marchés sociaux pour parler des avantages de notre secteur. On obtient en effet de meilleurs résultats quand on vante les avantages de l'agriculture moderne, plutôt que de se disputer avec nos interlocuteurs. Voilà l'approche que nous avons adoptée. Nous constatons que, lentement mais sûrement, nous engrangeons les dividendes de cette démarche.

M. Lloyd Longfield: Merci.

Désolé, Ron, mais nous n'avons plus de temps. J'aurais d'autres questions à vous poser, mais je rends le micro à la présidence.

Le président: Merci, monsieur Longfield.

M. Peschisolido dispose maintenant de six minutes.

M. Joe Peschisolido (Steveston—Richmond-Est, Lib.): Merci, monsieur le président.

Chris, tout à l'heure vous avez parlé de l'importance du rendement et de la rentabilité. Des témoins qui vous ont précédé nous ont dit qu'en regard des externalités, l'industrie semble très rentable, mais que cette efficacité est subventionnée par la société, par l'État, dans le cadre des dossiers touchant à l'environnement, au bien-être des animaux et à la santé.

Selon vous, quels facteurs devrions-nous prendre en considération pour régler tout le problème d'une industrie agricole qui est efficace, bien que peut-être soutenue par la société?

M. Christopher White: J'ai heureusement soutenu ma thèse sur ce sujet.

Des voix: Oh, oh!

M. Joe Peschisolido: Alors, c'était peut-être une bonne question.

M. Christopher White: Non, je plaisantais.

Je pense que c'est là le défi fondamental. Nous avons tous dit qu'une grande partie du marché d'exportation est aux prises avec ce genre de problème. Par exemple, quand nous étions en Belgique, au printemps, nous avons discuté avec des représentants de l'ambassade du Canada qui n'avaient pas l'impression que, du point de vue des producteurs de boeuf, l'AECG pouvait être un problème. Autrement dit, la plupart des agriculteurs canadiens n'élèveraient plus le boeuf comme ils le font actuellement pour l'exporter vers ce marché.

Quelque forme que prendra la politique alimentaire, il faudra y retrouver l'expression d'une prise de conscience de la place des produits canadiens sur le marché intérieur, mais aussi sur les marchés d'exportation. La gamme est très élargie. Dans le cas de la Chine et du Japon, les normes à respecter sont très différentes. Et puis, il y a l'UE, où les normes sont également différentes. Selon nous, il serait intéressant que le gouvernement puisse...

J'étais aux États-Unis la semaine dernière pour m'entretenir avec le conseil d'administration du NAMI. Trump a parfaitement réussi son tour de force du « deux pour un » voulant que pour chaque nouveau règlement adopté, il faille en éliminer deux autres. Le gouvernement du Canada aurait tout intérêt à appliquer la même recette. Nos membres nous disent que l'ACIA fait un travail fantastique en matière de réglementation, mais qu'il y a tellement de règlements, qu'il est difficile de tenir le rythme. On a parfois l'impression que tout cela se fait sans consultation. Ottawa impose un règlement, mais on a l'impression que personne ne sait ce que cela va donner au niveau des exploitations. Cela n'est pas réfléchi. Il n'y a pas assez de consultation.

Compte tenu de toutes les externalités auxquelles le Canada est confronté, je pense qu'il ne faut pas perdre cela de vue. Il serait bien que vous puissiez examiner tous les règlements, régulièrement mis à jour, qui sont imposés à l'industrie. Je pense que ce serait très utile.

•(1620)

M. Joe Peschisolido: D'accord.

Dennis, tout à l'heure vous avez parlé de l'importance des décisions scientifiques. Personnellement, mais je ne suis pas le seul, je pense que nous avons maintenant affaire à des scientifiques qui se font concurrence entre eux. On reçoit des rapports disant que telle chose est bonne, puis d'autres affirmant le contraire. Dans ce

contexte, quels facteurs ou variables cette politique alimentaire devrait-elle prendre en compte pour composer avec la situation de scientifiques concurrents?

M. Dennis Prouse: Tout cela se ramène à une simple mention: « examiné par les pairs ». Les organismes eux-mêmes se fient aux données scientifiques évaluées par les pairs. Vous avez tout à fait raison de dire que nous sommes quotidiennement bombardés, dans les médias sociaux, par la mention de toutes les études de qualité variable qui circulent actuellement. La bonne nouvelle est qu'il existe des organismes de réglementation investis de la responsabilité de tenir compte des études examinées par les pairs. Quand on leur permet de le faire, les résultats sont généralement bons. Le Canada est un chef de file mondial en matière de réglementation scientifique et nous nous en tirons bien.

M. Joe Peschisolido: D'accord.

Ron, parmi les quatre piliers dont vous avez parlé, vous avez dit qu'un des éléments fondamentaux est d'augmenter la consommation de fruits et de légumes frais. Selon vous, que devrions-nous dire à cet égard dans notre politique alimentaire?

M. Ron Lemaire: Cette cible est fondamentale. Il existe déjà des pratiques exemplaires au Canada, à l'échelon provincial. La Colombie-Britannique est un chef de file dans l'établissement d'une cible provinciale pour la consommation de fruits et de légumes. Ce faisant, non seulement les programmes gouvernementaux, mais aussi l'industrie ont été alignés sur ces objectifs et tout le monde travaille dans le sens de ces cibles.

Il suffirait que le fédéral annonce ses critères pour qu'on obtienne un effet de cascade à l'échelle du Canada. Tout le monde pourrait atteindre sa cible. Cela permettrait aussi d'encadrer cette action grâce aux programmes existants et aux nouveaux programmes.

M. Joe Peschisolido: D'accord.

Dennis, tout à l'heure vous avez dit quelque chose qui m'a intrigué, soit que la politique alimentaire ne devrait pas soutenir les marchés de niche au détriment du marché principal. Qu'entendez-vous par là? Voulez-vous parler des produits biologiques, ou...

M. Dennis Prouse: Je parlais des jugements de valeur qui sont portés. De manière générale, nous envisageons la politique alimentaire de la même façon que le gouvernement envisage les négociations de l'ALENA: avant tout, il ne faut pas se nuire. Nous voulons simplement nous assurer que nos politiques alimentaires ne soient pas un simple clin d'oeil à un secteur particulier plutôt qu'à un autre. Si l'on permet à tout le secteur agricole de progresser, tout le monde aura sa place. Nous craignons que la démarche envisagée ne consiste à désigner d'avance des gagnants et des perdants, à faire un clin d'oeil à un groupe plutôt qu'à un autre, ce qui, à notre avis, serait extrêmement préjudiciable.

M. Joe Peschisolido: Il y a beaucoup d'agriculteurs biologiques dans ma région, à Steveston—Richmond-Est. Ils affirment que les règles du jeu sont contre eux parce que le gouvernement n'appuie pas la région. Qu'avez-vous à leur rétorquer?

M. Dennis Prouse: Nous ne sommes pas d'accord. Il y a un marché pour tout le monde. Personne ne cherche à dénigrer de groupe en particulier. Nous disons qu'il ne faut pas qu'un groupe se sente privilégié par rapport à un autre, parce que cela nuirait à la croissance générale. Cela nuirait à l'innovation. Cela serait exactement opposé à l'idée consistant à fournir aux Canadiens une nourriture abondante et abordable.

M. Joe Peschisolido: Merci.

Le président: Merci, monsieur Prouse.

Merci, monsieur Peschisolido. Malheureusement, c'est tout le temps dont nous disposons pour ce premier groupe de témoins.

Je tiens à vous remercier tous de vous être déplacés: monsieur Davidson, monsieur White, monsieur Lemaire et monsieur Prouse. Vos interventions nous aideront sûrement dans la rédaction de notre rapport.

Nous allons brièvement suspendre la séance, pour une minute ou deux, histoire de nous serrer la main et de prendre un café. Nous reviendrons pour la deuxième partie.

• (1620) _____ (Pause) _____

• (1630)

Le président: Tout le monde a-t-il réintégré sa place? Nous allons entamer notre deuxième heure qui est déjà écourtée.

Je souhaite la bienvenue à nos nouveaux témoins, pour cette deuxième partie de notre réunion. Nous accueillons Jack Froese, président de la Canola Growers Association et, bien sûr, Catherine Scovil, directrice des relations gouvernementales. Bienvenue encore une fois.

Des Producteurs laitiers du Canada, nous accueillons Pierre Lampron, qui en est le nouveau président.

[Français]

Monsieur Lampron, je vous souhaite la bienvenue au Comité.

Nous accueillons aussi M. Yves Leduc, directeur, Politiques et commerce international.

Bienvenue, monsieur Leduc.

[Traduction]

Et, de l'Union nationale des fermiers, nous entendrons Ayla Fenton, présidente jeunesse.

Bienvenue à cette réunion, Ayla.

Nous allons commencer par un exposé d'une durée maximale de sept minutes.

Je donne la parole au représentant de la Canadian Canola Growers Association.

M. Jack Froese (président, Canadian Canola Growers Association): Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de parler ici aujourd'hui et de fournir le point de vue des producteurs de canola sur une politique alimentaire pour le Canada. Comme l'a reconnu ce comité, la politique a le pouvoir de façonner l'avenir de l'alimentation au Canada.

Je m'appelle Jack Froese. Je suis président de la Canadian Canola Growers Association, la CCGA, et, en compagnie de ma famille, je produis des céréales et des oléagineux sur une ferme de 5 800 acres située près de Winkler, au Manitoba. La CCGA représente 43 000 producteurs de canola de l'Ontario à la Colombie-Britannique et notre mission est d'aider les agriculteurs à réussir.

Dans le budget de 2017, on a reconnu la croissance potentielle du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire et on a établi un objectif ambitieux, soit d'accroître les exportations agroalimentaires de 55 milliards à 75 milliards de dollars d'ici 2025. Dans le secteur du canola, on a établi des objectifs tout aussi ambitieux, soit d'accroître la production de 18 à 26 millions de tonnes métriques de canola et a 52 boisseaux par acre d'ici la même année.

Les producteurs de canola sont prêts à relever le défi et veulent faire partie de la croissance en augmentant la production et les exportations et en augmentant notre contribution à l'économie canadienne. Une politique alimentaire peut créer une plateforme

formelle pour nous aider à y parvenir en transmettant des messages cohérents entre les gouvernements et les parties prenantes. Les agriculteurs produisent déjà des aliments de haute qualité, sûrs et durables, et, grâce à un environnement concurrentiel et les bons outils, sont bien placés pour accroître la production canadienne pour nos consommateurs nationaux et internationaux.

Pour atteindre les objectifs de croissance, il est essentiel que la politique repose sur une base solide qui reconnaît la valeur et l'importance de la production agricole et de nos marchés d'exportation. Alors que le gouvernement met de l'avant l'élaboration de la politique, la CCGA souhaite lui fournir trois recommandations principales.

Premièrement, il faut élaborer un ensemble solide de principes directeurs. Ceux-ci devraient se concentrer sur l'inclusion, la prise de décision fondée sur des données probantes et l'adoption d'une approche pangouvernementale.

Les agriculteurs sont la force motrice de la production alimentaire au Canada. Il est essentiel que les agriculteurs et les organismes agricoles participent activement pour profiter des résultats. Une structure de gouvernance appropriée, comme un Conseil national de politique alimentaire, pourrait constituer un mécanisme pour inclure une multitude de points de vue relativement à l'élaboration, à l'amélioration et à la mise en oeuvre de la politique. Cependant, les agriculteurs et les organismes agricoles doivent être bien représentés, car la politique aura un impact direct sur leurs moyens de subsistance.

Il est également essentiel que la politique alimentaire soit élaborée à l'aide des meilleurs éléments de preuve et des meilleures données scientifiques disponibles. La prise de décisions fondée sur la science est l'épine dorsale du secteur agricole et constitue la base de l'innovation et de la croissance futures. Cela stimule les décisions des agriculteurs relatives à la production et à la commercialisation, assure l'accès à de nouveaux outils de production novateurs, contribue à l'investissement dans notre secteur et aide à maintenir l'accès mondial.

L'une des grandes forces de toute politique est l'occasion d'entraîner une approche plus coordonnée et pangouvernementale de l'alimentation au Canada. Toute nouvelle activité doit s'appuyer sur les initiatives existantes et ne pas doubler les efforts ni créer de nouvelles exigences sur le secteur agricole. Il existe de nombreuses initiatives fédérales, provinciales et privées en cours, qui visent à améliorer la compétitivité de l'agriculture, à renforcer le cadre canadien de sécurité alimentaire, à améliorer la santé des Canadiens, à assurer des pratiques de production durables et à protéger la santé des plantes et des animaux.

En même temps, une approche pangouvernementale peut aider à prévenir la diffusion d'initiatives disparates et de messages contradictoires. Des objectifs ambitieux en matière d'exportation et un accord de libre-échange doivent être associés aux ressources nécessaires pour résoudre les problèmes d'accès au marché au fur et à mesure qu'ils se présentent. L'envie d'améliorer la littératie alimentaire doit s'accompagner de plans et d'objectifs concrets. De plus, les propositions gouvernementales d'un ministère ne doivent pas entraver les objectifs d'un autre en érodant la compétitivité du secteur ou en créant des incertitudes inutiles. Une approche pangouvernementale permettra de nous assurer qu'un groupe de parties prenantes n'est pas lésé à l'avantage d'un autre.

Deuxièmement, il faut établir des lignes de base appropriées pour déterminer les objectifs et les activités de la politique. Cette façon de faire est particulièrement vraie dans le domaine de la conservation du sol, de l'eau et de l'air. Les avancées réalisées dans la création végétale et la manière dont les agriculteurs cultivent le canola ont réduit l'empreinte écologique de ces derniers et les ont aidés à devenir des chefs de file mondiaux en matière de durabilité.

Un bon exemple est l'adoption généralisée de pratiques aratoires minimalistes qui permettent de maintenir le carbone dans le sol et de favoriser la santé des terres. En 1991, 7 % de l'Ouest canadien seulement a été semé selon des pratiques non aratoires. Aujourd'hui, ce nombre est passé à 65 %, ce qui permet aux agriculteurs canadiens de séquestrer des millions de tonnes de gaz à effet de serre, les GES dans leurs champs chaque année.

Cependant, au-delà des avantages de la séquestration des GES, il est important de comprendre que cette modification des pratiques a également entraîné une amélioration de la santé des terres, ce qui signifie que le sol peut maintenant supporter une culture plus saine, demeurant ainsi en meilleure condition pour la prochaine génération.

• (1635)

Bien qu'une amélioration soit toujours possible, les pratiques environnementales actuelles doivent être reconnues dans l'établissement des objectifs et des actions. Je suis personnellement investi dans l'amélioration continue de mes pratiques agricoles, et pas seulement pour aujourd'hui, mais aussi pour l'avenir, afin de m'assurer que la ferme et ses terres seront en bien meilleur état lorsque je les passerai à mes enfants ou à mes petits-enfants.

Troisièmement, il faut stimuler la littératie alimentaire et la confiance du public au Canada. L'amélioration des connaissances des Canadiens sur la façon dont les aliments sont produits, sur la manière dont notre système de réglementation de classe mondiale assure un approvisionnement alimentaire sécuritaire et sur ce qui constitue un bon choix alimentaire sous-tend les quatre domaines thématiques établis. Nous reconnaissons que la grande majorité des Canadiens ne sont plus liés à la ferme et que les agriculteurs sont de plus en plus éloignés des consommateurs. La littératie alimentaire sera essentielle pour aider les consommateurs à faire des choix plus nutritifs et à être plus conscients des pratiques agricoles modernes. Nous devons favoriser une meilleure compréhension entre les consommateurs et les agriculteurs.

En tant qu'agriculteur, je veux être aussi fier de la nourriture que je produis que les Canadiens le sont de ce qu'ils consomment. Sans une amélioration de la littératie alimentaire, il demeurera difficile d'appliquer une politique alimentaire et d'atteindre les résultats escomptés.

En conclusion, une politique alimentaire peut aider à fournir une approche coordonnée et stratégique pouvant se révéler profitable à tous les Canadiens. Nous reconnaissons toutefois qu'il existe un grand nombre d'intervenants et d'opinions à considérer dans l'élaboration d'une telle politique. Nous sommes prêts à collaborer avec toutes les parties prenantes pour déterminer et pour atteindre nos objectifs communs.

Merci.

Le président: Merci monsieur Froese.

[Français]

Nous allons maintenant céder la parole aux représentants des Producteurs laitiers du Canada, MM. Lampron et Leduc.

Vous avez la parole pour sept minutes.

M. Pierre Lampron (président, Producteurs laitiers du Canada): Merci, monsieur le président et membres du Comité, de me donner la possibilité de vous faire part des perspectives de notre organisation sur une politique alimentaire pour le Canada.

M. Pierre Lampron: Les Producteurs laitiers du Canada, ou PLC, représentent les producteurs vivant sur 11 000 fermes laitières du pays à titre d'organisme national de promotion, d'élaboration de politiques et de lobbying. Les PLC mettent tout en oeuvre pour rassembler les conditions qui favorisent la stabilité de l'industrie laitière canadienne d'aujourd'hui et de demain. De plus, notre objectif est de maintenir des politiques qui favorisent la viabilité des fermes laitières canadiennes et de promouvoir les produits laitiers et leurs bienfaits pour la santé.

Le secteur laitier canadien contribue continuellement et de manière positive à la stabilité économique du Canada. En 2015, la contribution économique du secteur a rapporté 19,9 milliards de dollars au PIB du Canada et 3,8 milliards de dollars en recettes fiscales. De plus, le secteur laitier assure le maintien d'environ 221 000 emplois au Canada, tout en fournissant à la population canadienne des produits nutritifs frais et de grande qualité, et ce, sans les subventions directes du gouvernement que reçoit le secteur laitier d'autres pays.

Dans son projet intitulé *Une politique alimentaire pour le Canada*, le gouvernement du Canada a énoncé quatre piliers: améliorer l'accès à des aliments abordables; améliorer la salubrité des aliments et la santé; préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air; et produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure.

Les PLC sont en faveur de la mise sur pied d'une politique alimentaire nationale. Cependant, ils considèrent important de s'assurer de la cohérence entre les quatre piliers. À titre d'exemple, le premier pilier, qui vise à améliorer l'accès à des aliments abordables, pourrait facilement entrer en conflit avec le quatrième, dont l'objectif est de produire une plus grande quantité d'aliments de qualité. À cet égard, les producteurs demeurent déterminés à produire efficacement des aliments de qualité supérieure. Toutefois, leur capacité à y arriver de manière abordable peut être limitée par de nombreux facteurs, entre autres par les coûts de production. Tous les producteurs ont à coeur de veiller à ce que l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens aient accès à des aliments abordables, mais cet enjeu socioéconomique est complexe. Les producteurs canadiens ont toujours souhaité faire leur part à ce chapitre, mais ils ne peuvent être les seuls à porter cette responsabilité.

L'élaboration d'*Une politique alimentaire pour le Canada* représente une occasion unique d'établir un dialogue et de trouver un terrain d'entente convenant à une variété d'intervenants. Ainsi, les consultations entreprises par le gouvernement sont importantes pour clarifier les valeurs, les principes et les objectifs qui devraient être associés à une politique alimentaire nationale. Or, pour ce faire, les ministères gouvernementaux, l'industrie et les autres associations non gouvernementales devront travailler ensemble en vue d'établir des cibles, des mesures et des priorités précises. Bien qu'il soit important de donner à tous les intervenants touchés par la question un forum lors de ces discussions, les PLC recommandent vivement au gouvernement de considérer tout particulièrement l'expertise que possèdent les intervenants du secteur agricole en matière de production alimentaire. Ceci permettrait à toute politique alimentaire de refléter la réalité du secteur agricole.

La politique alimentaire nationale devrait être fondée sur une vision partagée par tous les ministères gouvernementaux et explicitement énoncée dans leurs mandats respectifs. Les PLC sont fortement en faveur d'une approche pangouvernementale qui inclurait la participation des trois paliers du gouvernement: fédéral, provincial et municipal. Par ailleurs, la collaboration entre les ministères gouvernementaux et l'harmonisation des priorités sont des éléments vitaux. Il serait tout aussi important de veiller à ce que tous les secteurs soient bien représentés et de veiller particulièrement à ce que le rôle et les responsabilités du secteur agricole soient bien considérés et clairement définis.

Finalement, les données et les principes scientifiques sont fondamentaux pour parvenir à une compréhension commune des concepts chez les parties prenantes. La politique alimentaire nationale devrait inclure une analyse fondée sur des données scientifiques des forces et des occasions propres au Canada. Cette approche permettra au secteur agroalimentaire canadien de quantifier ses forces, de définir ses innovations futures et, par la suite, de mieux communiquer sa réalité aux consommateurs canadiens.

• (1640)

J'aimerais terminer cette présentation en ajoutant que les PLC appuient les objectifs globaux d'*Une politique alimentaire pour le Canada* et que nous avons été heureux de constater que le gouvernement du Canada qualifie l'agriculture de moteur économique et de secteur de croissance. Cependant, d'autres politiques actuellement envisagées pourraient mettre le secteur en péril, entres autres exemples, les nouvelles mesures fiscales proposées par le gouvernement; le retrait potentiel des produits laitiers en tant que catégorie dans le *Guide alimentaire canadien*; et le fait que Santé Canada envisage de diaboliser nos produits laitiers, des aliments pourtant sains, en les qualifiant de malsains et en leur apposant des étiquettes conçues pour dissuader les consommateurs de les consommer.

Les Producteurs laitiers canadiens veulent faire leur part pour soutenir des stratégies positives comme celle d'*Une politique alimentaire pour le Canada*, mais il est difficile de ne pas se laisser distraire par les défis auxquels nous devons faire face dans le contexte actuel. Nous continuons, bien entendu, d'être reconnaissants du soutien que manifeste le gouvernement à notre égard sur la scène internationale lorsqu'il doit faire face à des défis comme la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain, ou ALENA.

Toutefois, nous aimerions rappeler au gouvernement que les politiques internes du Canada demeurent entièrement sous son autorité.

Je vous remercie de m'avoir consacré de votre temps.

Le président: Merci, monsieur Lampron.

Nous allons maintenant céder la parole à la représentante de l'Union nationale des fermiers, Mme Ayla Fenton.

[Traduction]

Mme Ayla Fenton (présidente jeunesse, Union nationale des fermiers): Je suis une jeune agricultrice. Je représente aujourd'hui des milliers d'agriculteurs de partout au Canada. Les membres de l'UNF, l'Union nationale des fermiers, produisent une large gamme de produits alimentaires que nous vendons de toutes les façons possibles, marchés agricoles, marchés sous gestion de l'offre et marchés d'exportation. L'objectif commun de ces différents agriculteurs est de militer en faveur de politiques qui permettront au Canada d'atteindre la souveraineté alimentaire. Il s'agit là du droit des

peuples d'accéder à une nourriture saine et adaptée à leur culture, produite selon des méthodes écologiquement durables et saines. Plus important encore, il s'agit du droit des peuples à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Cela place les producteurs alimentaires et les consommateurs, et non les exigences des marchés et des entreprises, au coeur du système et des politiques alimentaires.

À l'inverse de cette conception, cela fait plusieurs décennies que le gouvernement canadien mène une politique agricole presque exclusivement tournée vers l'exportation. Il en résulte que les Canadiens consomment des aliments qui, pour l'essentiel, ne sont pas produits par des agriculteurs canadiens ni transformés par des travailleurs canadiens. Nous exportons des denrées en vrac à bas prix et importons des marchandises de plus grande valeur comme des fruits et légumes et des aliments transformés qui auraient facilement pu être produits et transformés au Canada.

Non seulement notre système alimentaire est de plus en plus dépendant des exportations, mais il perd en diversité et en complexité ce qui le rend plus vulnérable aux effets des inévitables tensions économiques et climatiques.

Le ministre MacAulay a reçu pour mandat de mettre sur la table des familles canadiennes une nourriture plus saine, de haute qualité, produite par des agriculteurs et des éleveurs canadiens. Nous sommes ravis que l'accent soit mis sur des aliments « produits par des agriculteurs et des éleveurs canadiens », ce qui correspond au fait que 80 % des Canadiens disent aspirer à un meilleur accès à une alimentation plus locale. Cependant, nous sommes confrontés dans le milieu agricole à une crise démographique qui doit rapidement être prise en charge si nous voulons atteindre ces objectifs. Le nombre d'exploitations agricoles et d'agriculteurs décline depuis plus de 70 ans. Aujourd'hui l'âge moyen des agriculteurs est de 55 ans et le nombre d'agriculteurs de moins de 35 ans a décliné de 70 % depuis 1990. Soixante-quinze pour cent des agriculteurs prévoient de prendre leur retraite au cours de 10 prochaines années et seulement 8 % ont un plan de relève.

Le déclin de la rentabilité de l'agriculture est la cause de cette crise de transfert intergénérationnel. Depuis les années 1930, la valeur des produits agricoles a connu une hausse régulière tandis que la part de la valeur qui revient à l'agriculteur s'est réduite malgré une hausse considérable des rendements et de l'efficacité au cours de cette période. Pourquoi? Depuis 1985, le secteur de l'agroentreprise s'est emparé de 98 % des revenus bruts des agriculteurs. Ces sociétés transnationales dominantes à l'échelle mondiale se sont elles-mêmes érigées comme les principales bénéficiaires de l'immense richesse alimentaire produite par l'agriculture canadienne. Elles ont capté pratiquement toute la valeur qui se trouve dans la chaîne de valeur et ont laissé aux contribuables canadiens le soin de renflouer les revenus des agriculteurs. Plus de 100 milliards de dollars ont été transférés aux agriculteurs depuis 1985. Cette captation massive de la richesse provoque une crise continue des revenus agricoles et il n'est pas étonnant que des générations de jeunes gens aient quitté les fermes familiales pour chercher de meilleures occasions ailleurs.

L'UNF est très préoccupée par les contradictions entre les objectifs annoncés de la politique alimentaire nationale et les recommandations du Conseil consultatif en matière de croissance économique dirigé par Dominic Barton. Conformément aux recommandations de M. Barton, le Plan pour l'innovation et les compétences du budget fédéral pour 2017 fixe pour objectif une augmentation de 33 % des exportations de produits agroalimentaires pour au moins atteindre les 75 milliards de dollars annuels d'ici 2025. Le rapport Barton exhorte le Canada à augmenter ses exportations de produits alimentaires en augmentant la taille des exploitations, en réduisant la réglementation et en automatisant la production. Il suggère que cette transformation soit menée par les chefs d'entreprises. Si ces recommandations sont suivies, nous compterons encore moins d'agriculteurs, les émissions de gaz à effet de serre issues de l'agriculture augmenteront, il y aura moins de travailleurs, davantage d'aliments transformés malsains sur les étals et moins de protections pour nos sols, pour l'eau et pour l'air. Il s'agit d'un modèle de règne des sociétés qui n'inclue ni les gouvernements, ni les agriculteurs ni les consommateurs dans le processus de décision.

Pour qu'une politique alimentaire nationale atteigne les objectifs énoncés, elle doit limiter le pouvoir des sociétés dans le système alimentaire et soutenir la nouvelle génération de producteurs en adoptant un cadre de la souveraineté alimentaire. Il est important que ce cadre de la souveraineté alimentaire mette l'accent sur des filières d'approvisionnement locales et nationales non seulement parce que cela soutient les revenus des agriculteurs, mais aussi parce que c'est une source de solutions à de nombreuses crises qui touchent aujourd'hui notre société.

Parmi ces crises il y a bien sûr la santé humaine. Nous savons que l'obésité et les maladies causées par le régime alimentaire sont les principales causes de mortalité et d'invalidité dans ce pays. Le coût économique annuel d'une mauvaise alimentation est estimé à 6,3 milliards de dollars. C'est la conséquence directe du fait que les grandes sociétés agroalimentaires donnent un accès universel et bon marché à des aliments transformés plutôt qu'à des aliments entiers et sains.

● (1645)

Nous sommes confrontés à des inégalités économiques croissantes. Les profits générés par la production alimentaire sont de plus en plus concentrés vers les entreprises les plus riches au lieu de circuler dans les communautés locales. Au Canada un emploi sur huit se trouve dans l'agriculture et l'agroalimentaire, pourtant ce secteur est constamment montré du doigt parce qu'il paye mal ses travailleurs et exploite des populations vulnérables. Cette exploitation repose notamment sur un recours croissant aux travailleurs migrants.

Nous sommes aussi confrontés à la crise des changements climatiques et des destructions environnementales. Plus de 30 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont imputables à l'agriculture industrielle. Au moins les trois-quarts de ces émissions résultent de la production et de l'utilisation des engrais azotés dans le cadre des méthodes industrielles d'élevage, c'est-à-dire les piliers du modèle alimentaire industriel. On estime que pour chaque calorie de nourriture que nous ingérons, nous consommons 13 calories de combustibles fossiles, ce qui fait de notre système de production alimentaire moderne le moins efficace de l'histoire de l'humanité.

Nous pensons que tous ces problèmes peuvent être résolus juste en passant à un modèle de production alimentaire basé sur l'agroécologie, ce qui signifie promouvoir des circuits de vente plus courts entre les producteurs et les consommateurs et inciter les agriculteurs à mettre en oeuvre des pratiques plus durables. Cela signifie aussi qu'il faut encourager les agriculteurs à produire des

aliments entiers non transformés au lieu de les inciter uniquement à la monoculture d'exportation.

La bonne nouvelle est que le recensement de 2016 a constaté la première augmentation du nombre de jeunes agriculteurs depuis 1991. Nos recherches indiquent qu'environ 80 % des nouveaux agriculteurs ne sont pas issus du milieu agricole. Ce sont des personnes comme moi qui ont grandi en ville et qui se mettent à l'agriculture parce qu'elles y voient une carrière qui leur permettra de s'attaquer aux crises dont je viens de parler. Il s'agit principalement de créations de petites et moyennes entreprises de production écologique qui pratiquent le marketing direct, ce qui leur permet d'obtenir un juste revenu pour leur travail. La création d'un cadre économique et réglementaire permettant le développement du marketing direct fera que de nouveaux agriculteurs seront en mesure de fournir des aliments sains aux marchés locaux, de créer des emplois valorisants et de régénérer les terres et les écosystèmes. Les nouveaux agriculteurs ont également besoin d'aides pour accéder aux terres, de financements et de formations.

Nous exhortons le gouvernement à commencer à bâtir un système de production alimentaire qui ait pour priorité les intérêts des consommateurs et des agriculteurs canadiens, plutôt que ceux des sociétés transnationales.

Je vous remercie.

● (1650)

Le président: Merci beaucoup madame Fenton.

Nous allons commencer la séance des questions et je vais d'abord donner la parole à l'opposition.

Monsieur Shields, je vous dois des excuses. Je ne crois pas vous avoir présenté au début de la séance. Je sais qu'il y a deux nouveaux. Monsieur Martin Shields, merci d'être parmi nous. Vous avez six minutes.

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Merci monsieur le président.

Je remercie les témoins pour leur présence et pour les opinions qu'ils expriment.

Je vais commencer par M. Froese.

Il est intéressant que nous parlions de l'ensemble du gouvernement, car le Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités est en plein travail; il a mené de nombreuses recherches dans le cadre de la Loi sur les transports au Canada. Quels seraient vos suggestions concernant les besoins de votre secteur en matière de transport pour l'acheminement des marchandises? Je sais que ce n'est pas la question que vous attendiez, mais nous parlons de l'ensemble du gouvernement. Vous avez un produit à mettre sur le marché, alors qu'avez-vous à dire au sujet de l'acheminement de ce produit? Quels changements venant du gouvernement dans son ensemble seraient les mieux à même de vous aider en ce sens?

M. Jack Froese: Une interaction entre les différents ministères est nécessaire, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Affaires mondiales Canada, Transports Canada et d'autres. Tous ces liens sont nécessaires pour que cela soit possible. Vous pouvez signer tous les accords commerciaux que vous voulez, mais si tout n'est pas tourné vers l'exploitation agricole — la mise en place d'un système de transports par exemple — alors à quoi vous sert cet accord? Si vous n'avez pas d'aide pour les certificats phytosanitaires, les limites maximales de résidus et ainsi de suite, ces choses vont s'accumuler et gêner le commerce. Ces questions relèvent de différents ministères et ces ministères doivent travailler ensemble pour faciliter le commerce.

M. Martin Shields: Donc cela concerne l'ensemble du gouvernement et le transport n'est qu'un aspect de la question.

Je voudrais parler des lignes ferroviaires secondaires, connaissez-vous ce sujet? Avez-vous des suggestions sur la manière dont nous pourrions les appuyer?

M. Jack Froese: Avec le recul, nous n'aurions sans doute jamais dû nous débarrasser de tous ces chemins de fer et nous n'allons sûrement pas pouvoir les récupérer. C'est vraiment dommage, car les infrastructures rurales souffrent beaucoup. Il faut soutenir les lignes ferroviaires, car elles font partie intégrante de l'ensemble du secteur agro-industriel.

M. Martin Shields: Quand on parle du gouvernement dans son ensemble, il me semble que cela permet d'avoir une vision générale des choses, donc s'agissant d'agriculture, il faut y inclure le transport et le commerce, comme vous l'avez indiqué.

Je voudrais aussi parler de l'éducation alimentaire. Je sais qu'en Ontario les gens se rendent dans les exploitations agricoles. Je sais qu'en Alberta il y a des journées fermes ouvertes. Savez-vous s'il y a d'autres provinces qui encouragent les gens à aller rendre visite aux agriculteurs?

M. Jack Froese: Nous sommes d'ardents promoteurs d'EGGS in the Classroom, des clubs 4-H et ainsi de suite. Ces initiatives sont des contributions, mais nous avons besoin d'un programme d'éducation qui commence au sein du système scolaire afin que les personnes qui ne viennent pas d'un milieu agricole puissent apprendre d'où provient notre nourriture. Rares sont ceux qui pourraient vous dire d'où vient la nourriture, par manque d'éducation et pourtant nous leur demandons de prendre des décisions importantes au sujet de l'alimentation.

M. Martin Shields: Alors vous proposez d'intégrer l'éducation à l'alimentation au système scolaire?

M. Jack Froese: Oui.

M. Martin Shields: C'est un défi intéressant, j'ai été directeur d'école pendant 25 ans. J'empêchais quiconque de rentrer dans les classes afin que les enseignants puissent appliquer le programme scolaire et l'éducation alimentaire n'en faisait pas partie.

M. Jack Froese: Je sais.

M. Martin Shields: Faire entrer ce sujet dans les programmes scolaires constitue un autre défi.

M. Jack Froese: Absolument.

M. Martin Shields: J'aime faire en sorte que les gens viennent à la ferme.

•(1655)

M. Jack Froese: C'est fondamental. Nous étions à la conférence du département de l'agriculture en février, et un collègue basé à 40 milles de Washington emmenait des personnes sur son

exploitation. Il ne faisait rien de plus. Il avait une exploitation conventionnelle et utilisait les biotechnologies et les OGM. Son voisin était un agriculteur biologique. Ils vivaient côte à côte et faisaient un travail formidable pour faire venir les gens dans leurs exploitations, leur montrer leur travail et montrer comment ils étaient complémentaires — comment les choses s'organisaient. Cela nous ramène à ce que nous avons entendu tout à l'heure. On ne peut pas décider qu'un système est meilleur que l'autre. Nous devons laisser les agriculteurs décider de la manière dont ils veulent produire leurs récoltes.

M. Martin Shields: D'accord. C'est la même chose pour les produits laitiers; il y a eu des innovations phénoménales dans ce domaine. Enfant, je trayais les vaches à la main, c'était la dernière mode et, un peu comme vous le faites maintenant, nous faisons venir les gens dans les exploitations pour montrer d'où viennent les produits laitiers. Votre organisation encourage-t-elle cela? Pouvez-vous me donner des exemples?

[Français]

M. Pierre Lampron: Nous faisons beaucoup de choses.

Nous faisons partie de l'UPA, au Québec, et nous participons aux portes ouvertes de l'automne, qui existent depuis environ 15 ans. Ce type d'événement est organisé dans chaque région et la population est invitée à venir voir les producteurs. Je sais que d'autres provinces au Canada le font également.

Nous cherchons à faire la promotion de notre travail par divers moyens. Nous avons des fermes prêtes à ouvrir aussitôt qu'il y a des demandes de visite. Nous avons également des programmes dans les écoles, notamment dans la région de M. Poissant. Certains producteurs ont des présentations vidéo qui visent à expliquer aux enfants ce qu'ils appellent la route du lait. La vidéo présente le chemin que parcourt le lait, de la vache à l'épicerie, en passant par le camion et l'usine.

Nous commanditons aussi des émissions télévisées. Ce genre d'activité de promotion ne permet pas d'aller en profondeur, mais cela permet de sensibiliser les gens de la ville au travail des agriculteurs. Ils peuvent comprendre que nous travaillons afin qu'ils puissent se nourrir.

Nous sommes toujours à la recherche de nouvelles idées.

[Traduction]

M. Martin Shields: Que pensez-vous des liens entre *Bien manger avec le Guide alimentaire canadien* et la politique alimentaire canadienne? Le premier existe depuis plusieurs décennies et a connu des évolutions. Nous parlons désormais d'une politique alimentaire canadienne. Pensez-vous que ces deux éléments peuvent fonctionner ensemble?

M. Yves Leduc (directeur, Politiques et commerce international, Producteurs laitiers du Canada): Cela constitue un aspect d'une politique alimentaire plus large. Prenez les quatre piliers de la politique alimentaire qui est en train d'être mise au point sous la direction du ministre MacAulay: accroître la production d'aliments bon marché; améliorer la sécurité, la qualité et l'aspect sanitaire des aliments produits au Canada; préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air et enfin produire des aliments de qualité en quantité plus importante.

Je crois que cela montre qu'il s'agit d'une entreprise très vaste. La politique alimentaire qui a été présentée en juin indique que...

[Français]

Le président: Monsieur Leduc, vous aurez peut-être la chance de terminer votre réponse lorsqu'un autre député posera des questions.

[Traduction]

Merci monsieur Shields.

[Français]

Madame Nassif, vous avez la parole pour six minutes.

Mme Eva Nassif (Vimy, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins de leurs présentations.

Je suis nouvellement membre du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire et je siège également au Comité permanent de la condition féminine. À ce titre et en tant que femme, je suis heureuse de voir une jeune femme, Mme Fenton, à la tête de l'Union nationale des fermiers.

Madame Fenton, félicitations pour tout ce que vous faites.

Qu'est-ce qui vous a motivée à aller dans ce domaine?

[Traduction]

Mme Ayla Fenton: J'incarne globalement la nouvelle agricultrice d'aujourd'hui. Les recherches montrent qu'environ 60 % des personnes jeunes qui entrent dans l'agriculture aujourd'hui sont des femmes. J'ai été amenée à l'agriculture par mes études de premier cycle en biologie et la découverte des conséquences environnementales de l'agriculture industrielle. Après cela j'ai étudié la sécurité alimentaire à l'Université de Ryerson. Il s'agissait en partie du désir de ne pas travailler toute ma vie dans un bureau, mais aussi parce que je vois l'agriculture comme un moyen de changer le monde, de changer la façon dont on fait les choses et de contribuer à l'amélioration de la justice sociale et des enjeux environnementaux et sanitaires.

• (1700)

[Français]

Mme Eva Nassif: C'est excellent.

Selon vous, comment pourrions-nous encourager d'autres jeunes, d'autres entrepreneurs, surtout des femmes, à aller vers ce domaine?

[Traduction]

Mme Ayla Fenton: L'enseignement primaire et secondaire est très important à cet égard et l'alimentation et l'agriculture devraient être au coeur des cursus. En ce qui me concerne, j'ai commencé l'agriculture vers 20 ans, mais jamais on ne m'en a parlé comme d'une carrière possible lorsque j'étais à l'école. Si vous êtes intelligent, c'est comme si vous alliez forcément à l'université pour devenir médecin, enseignant, avocat ou ingénieur, il n'est jamais question d'autres carrières. Cela ne concerne pas que l'agriculture, on n'entend jamais parler de carrières dans la filière alimentaire.

J'ai entendu vos remarques lors de la précédente séance sur le manque de bouchers et autres artisans dans la filière alimentaire. Nous devons encourager les jeunes gens et leur donner au moins la possibilité de savoir que ces carrières existent. Si j'avais su plus tôt que je passerai toute ma vie dehors à travailler avec les animaux et les plantes et à protéger l'environnement, j'aurais choisi une voie très différente après l'école secondaire.

[Français]

Mme Eva Nassif: Madame Fenton, j'ai une dernière question à vous poser.

Quels sont les obstacles que vous avez dû surmonter en tant que femme dans ce domaine majoritairement masculin?

[Traduction]

Mme Ayla Fenton: Oui, c'est exact. Je suis une agricultrice biologique et je pratique le marketing direct, je vends mes produits directement sur les marchés agricoles de Kingston. C'est un peu différent, car il y a plus de femmes dans ce secteur de l'agriculture que dans d'autres, mais il y a encore de la stigmatisation. Les gens viennent parfois à l'exploitation en demandant « Où est votre mari? » Je suis obligée d'expliquer « Non, c'est moi. » Il s'agit le plus souvent de petites choses comme cela.

Je travaille également pour un organisme, l'Union nationale des fermiers qui a toujours valorisé l'équité des sexes, y compris à tous les niveaux de direction. Ce n'est pas le cas de la plupart de groupes agricoles, des organismes agricoles généraux ou des groupes de producteurs. Il y a un déficit énorme de femmes dans les conseils et aux postes de direction de ces organismes.

Mme Eva Nassif: Merci.

[Français]

Monsieur Lampron, j'aimerais vous poser une question.

De nombreux intervenants s'entendent pour dire qu'une bonne alimentation contribue à la santé. Ils croient que de saines habitudes alimentaires passent par l'éducation.

Vous avez mentionné tantôt que Santé Canada vous envoyait parfois de nombreuses publications soutenant que les produits laitiers ne sont pas très conseillés.

Quelles stratégies proposez-vous pour favoriser l'acquisition de connaissances en alimentation, particulièrement en ce qui concerne les produits laitiers, pour qu'elles soient intégrées dans notre future politique alimentaire?

M. Pierre Lampron: Il s'agit là du projet relatif au prochain guide alimentaire, lequel doit vraiment se fonder sur des faits scientifiques. Nous ne voulons pas aller à l'encontre des faits démontrés scientifiquement.

Nous sommes des producteurs laitiers. Notre lait est sain, mais il est transformé. Peut-être y a-t-il des ajouts de sucre ou de sel, mais c'est notamment pour des raisons de conservation.

Les décisions doivent vraiment se fonder sur des faits scientifiques, pas juste sur des philosophies. Comme on le sait, il y a de la pression de la part de gens qui s'opposent à l'élevage. Ceux qui sont contre l'élevage sont contre nos produits, mais ceux-ci sont des produits alimentaires sains. C'est ce qui est important.

Mme Eva Nassif: Les publications de Santé Canada ou les différentes versions du guide alimentaire se fondent toujours sur des faits scientifiques, n'est-ce pas?

M. Pierre Lampron: J'espère que oui.

Mme Eva Nassif: Par ailleurs, il y a des réalités difficilement conciliables, comme l'amélioration de l'accès à des aliments abordables et la production d'aliments de qualité supérieure.

La question suivante s'adresse à tout le monde.

On nous a souvent dit que la nourriture plus abordable n'était pas la plus saine ni la meilleure. Par exemple, la représentante de Diététistes du Canada a témoigné devant le Comité la semaine passée et elle a mentionné que, dans certains cas, les produits à valeur ajoutée, tels que les tomates en conserve avec du sel ajouté, sont en fait plus chers que ceux qui n'ont pas de produits ajoutés.

Le président: Madame Nassif, votre temps de parole est malheureusement écoulé.

Mme Eva Nassif: Merci.

Le président: Peut-être que quelqu'un d'autre pourra répondre à votre question plus tard.

Madame Brosseau, vous avez la parole pendant six minutes.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier les témoins de leur présentation.

J'aimerais remercier particulièrement M. Lampron, que je n'avais pas vu depuis longtemps. M. Lampron, qui est producteur laitier à Saint-Boniface, a été élu président des Producteurs laitiers du Canada. Je suis très heureuse de le rencontrer en tant que président de cette organisation.

Les mots que je prononce le plus souvent à la Chambre des communes sont, je crois, « agriculteur » et « gestion de l'offre ». Pendant un certain temps, il s'agissait de l'expression « lait diafiltré ». Nous en sommes maintenant à la renégociation de l'ALENA et, dans ce contexte, nous suivons les gazouillis de Donald Trump. Nous ne voulons pas tout croire ce qu'ils contiennent, mais cela nous fait parfois peur. Lorsque nous avons signé l'ALENA, le lait n'était pas en jeu. Or, certaines fuites relativement à ce sujet et des nouvelles qui circulent donnent l'impression que les Américains veulent vraiment s'attaquer à notre marché et y avoir accès.

Pouvez-vous commenter cela?

Je crois qu'on en est à la quatrième ronde de renégociation de l'ALENA.

Pouvez-vous nous parler de l'importance de protéger notre système de gestion de l'offre et de ne pas créer une brèche dans ce dernier?

Il y a toujours eu des brèches dans nos autres accords commerciaux, notamment dans l'Accord économique et commercial global, ou AECG, et l'Accord sur le partenariat transpacifique. Il faut protéger entièrement notre système de gestion de l'offre et nous assurer que cet enjeu ne se rendra pas jusqu'à la table de négociation.

• (1705)

M. Pierre Lampron: Je vous remercie de la question.

C'est lié en partie à ce dont nous parlons, c'est-à-dire le premier pilier concernant la production à moindre coût. On parle de donner accès au marché, de protéger l'environnement et d'occuper le territoire. Il ne faut pas tout demander aux producteurs. Nous ne savons jamais, lors des négociations, si l'accès nous sera donné. On nous rassure, mais il reste que c'est inquiétant. Les États-Unis, comme tous les autres pays, protègent leur agriculture et leurs agriculteurs. M. Leduc, notre spécialiste du commerce, pourrait en parler.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Nous le voulons également, et depuis longtemps.

M. Pierre Lampron: C'est aussi ce que nous demandons, mais pour que les jeunes et les femmes s'intéressent à l'agriculture, il faut qu'ils puissent espérer un revenu décent. Bien sûr, il est difficile d'intéresser la relève à une ferme qui n'est pas rentable. Pour assurer

la relève, il faut mettre en place des systèmes de mise en marché efficaces et donner la possibilité de bien vivre de notre agriculture. C'est très important. Nous aimerions être encore exclus de l'ALENA parce que les produits agricoles ne sont pas comme les autres marchandises.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Nous n'avons même pas parlé de l'AECG et des fromages qui entrent au pays.

Monsieur Leduc, avez-vous des commentaires à formuler à ce sujet?

M. Yves Leduc: J'aimerais renchérir sur ce qu'a dit M. Lampron.

Le Farm Bill, aux États-Unis, représente plus de 100 milliards de dollars en aide de toute sorte. Le Food Stamp Program, qui permet aux plus démunis d'accéder à des produits agroalimentaires, fait partie de cette aide. Celle-ci profite aussi aux agriculteurs parce qu'elle soutient la demande. Il y a donc des avantages pour les deux parties. Cette question nous préoccupe un peu dans le cadre d'une éventuelle politique alimentaire canadienne. Il faut faire la part des choses lorsqu'on parle à la fois de garantir aux plus démunis de notre société l'accès à des aliments nutritifs et d'établir une politique agroalimentaire qui inclut les exportations. Certains intérêts sont peut-être en conflit, ici.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Merci, monsieur Leduc.

[Traduction]

Madame Fenton, merci pour votre exposé devant le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Beaucoup de témoins sont venus parler ici du droit à l'alimentation. La mise en oeuvre d'une stratégie alimentaire est une entreprise considérable. Il y a des difficultés à résoudre. Il a été question des Canadiens qui ont recours aux banques alimentaires et leur nombre ne cesse d'augmenter chaque année. Nous devons par exemple faire en sorte que les gens aient de meilleurs emplois, un salaire horaire minimum de 15 \$, un revenu de base pour les Canadiens et le droit à l'alimentation.

En 2012, Olivier de Schutter est venu au Canada et a présenté un rapport accablant sur la situation. La souveraineté alimentaire est très importante, tout comme le droit à l'alimentation, le droit à une nourriture saine et sûre et le droit à l'eau potable.

Vous avez fait des recommandations lors de votre exposé. Pourriez-vous expliquer plus en détails ce qu'est la souveraineté alimentaire, à quoi ressemblerait une politique de souveraineté alimentaire et insister sur les recommandations importantes qui doivent figurer dans le rapport que nous ferons suite aux témoignages d'aujourd'hui?

• (1710)

Mme Ayla Fenton: Pour résumer, je dirais que la souveraineté alimentaire, comme je l'ai dit, c'est la capacité des personnes à choisir leur alimentation et la manière dont elle est produite. Cette décision doit s'appuyer sur la capacité à acheter des aliments qui correspondent à leur culture et qui soient sains. La question n'est pas de savoir si nous avons besoin de plus de nourriture abordable ou d'une nourriture moins chère; nous avons besoin d'une stratégie de réduction de la pauvreté afin que les gens aient les moyens d'acheter de la nourriture à des prix fixés selon les coûts de production des agriculteurs. La plupart des agriculteurs au Canada gagnent moins que leurs coûts de production, à l'exception notable, bien entendu, de ceux qui sont dans un système de marchés sous gestion de l'offre.

Nous pensons que les programmes de gestion de l'offre et les agences de commercialisation contrôlées par les agriculteurs sont très importants, mais ils doivent être couplés à des stratégies de réduction de la pauvreté comme la garantie d'un revenu de base.

Le président: Merci madame Fenton. Je dois vous interrompre.

Joe, il vous reste environ trois minutes.

M. Joe Peschisolido: Merci.

Madame Fenton, vous avez dit que vous étiez une agricultrice biologique et que vous vendiez vos produits à Kingston grâce à Internet, ou directement en ligne. Il y a dans ma circonscription beaucoup d'agriculteurs biologiques, à Steveston—Richmond East qui font la même chose à Metro Vancouver, mais qui vendent aussi sur les marchés de Seattle et de Portland.

De quelle manière une politique alimentaire nationale peut-elle aider des agriculteurs comme vous à se développer, pas seulement sur les marchés de producteurs, mais sur les marchés régionaux voire sur le marché national?

Mme Ayla Fenton: L'un des principaux obstacles au développement des petits agriculteurs et de ceux qui pratiquent le marketing direct sont les réglementations sur la sécurité alimentaire qui sont conçues pour la production et la transformation à l'échelle industrielle. Nous aimerions, idéalement, une certaine souplesse de ce système et une reconnaissance du fait qu'une approche réglementaire universelle ne fonctionne pas. Quelqu'un qui vend des oeufs à ses voisins ou au gens de sa rue ne devrait pas être soumis aux mêmes réglementations coûteuses qu'une entreprise qui produit 10 000 boîtes d'oeufs par jour et qui les expédie dans l'ensemble du pays.

Il y a beaucoup de débats autour de la Loi sur la salubrité des aliments au Canada, les producteurs pratiquant le marketing direct sont inquiets, car cela limitera leurs capacités à vendre au-delà des frontières de leur province, notamment au Canada atlantique où un agriculteur du Nouveau-Brunswick vend probablement sa production au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. Même lorsqu'il ne s'agit que de légumes, il ne pourra plus le faire sans investir dans

une station de lavage et un poste de traitement dont le coût excédera sans doute le revenu annuel qu'il retire de la vente de ses légumes.

Nous souhaitons qu'il y ait une plus grande diversité de la réglementation.

M. Joe Peschisolido: Merci madame Fenton.

[*Français*]

Monsieur Lampron, vous avez mentionné que notre politique alimentaire nationale était une occasion d'amorcer un dialogue approfondi.

Comment le gouvernement fédéral pourrait-il faciliter ce dialogue?

M. Pierre Lampron: Le fait de nous écouter et de consulter tout le monde constitue déjà un bon début. Il faut continuer à nous consulter et à inclure le monde agricole dans vos discussions.

[*Traduction*]

M. Joe Peschisolido: Monsieur Froese, vous avez évoqué l'importance des références pour l'évaluation environnementale. Dans les 20 secondes qu'il vous reste — peut-être en aurez-vous un peu plus — pouvez-vous développer cet aspect?

M. Jack Froese: Nous parlons d'un panier de la durabilité et des moteurs économiques. Il faut être tout à la fois économiquement viable, socialement responsable et durable sur le plan environnemental. Il y a des limites à ce que peut contenir le panier. Plus vous en ajoutez sur le versant social et environnemental, plus cela déséquilibrera le versant économique et il va nous falloir une approche qui prenne en compte l'ensemble du panier pour résoudre les problèmes alimentaires du Canada.

Le président: Sur ces mots, nous allons devoir lever la séance.

Je tiens à remercier tous les témoins: Mme Scovil, M. Froese, M. Lampron, M. Leduc et Mme Fenton. Merci beaucoup.

Je vous demande de rapidement remercier les témoins. Nous devons libérer la salle, car nous avons une séance à huis-clos dans 15 minutes. Merci de le faire rapidement et de rejoindre vos places.

[*La séance se poursuit à huis clos.*]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>